Novembre décembre 2020
N° 161 2 €

INTERVENTION COMMUNISTE

JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE

UNITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE CONTRE LES MONOPOLES !

édito

Sept mois après le premier confinement, le couvre-feu puis le reconfinement montrent l'incapacité du gouvernement et du capitalisme à résoudre les problèmes et à répondre aux besoins.

Où sont les masques gratuits et les tests en masse rapides pour toute la population ? Où sont les moyens supplémentaires en lits, matériels, et personnels dans les hôpitaux ? Ce n'est pas seulement à l'incurie de ce gouvernement de bandits et de patrons que nous devons faire face, mais c'est bien à celle de tout le système capitaliste-impérialiste. D'autant plus dans un rebond de crise, les lois de l'accumulation du capital et de la concurrence internationale font que les monopoles cherchent à sauver le profit maximum par tous les moyens et dictent aux gouvernements de leurs Etats nationaux des politiques en ce sens.

C'est la politique du gouvernement Macron/Castex de sauver et de « soigner » les profits à coups de centaines de milliards d'argent public prélevés sur le travail et transférés au capital, à coups de lois contre les conditions de travail et pour les licenciements, au prix du renforcement de nouvelles formes d'exploitation (télétravail, nouvelles « ubérisations »…). Les monopoles capitalistes veulent faire payer la crise à ses victimes, le peuple-travailleur ; ce qui leur commande de prévenir et d'empêcher toute riposte ouvrière et populaire.

Les chiens de garde du capitalisme dans le mouvement ouvrier ne suffisent pas toujours (CFDT, direction CGT, sociaux démocrates y compris de gauche). Les mesures antisociales de la dictature du capital sont donc inséparables de mesures liberticides que le pouvoir justifie par la situation sanitaire qu'il n'arrive pas à contrôler puisque ce n'est pas son objectif... L' état d'urgence sanitaire (droit de réunion limité par le préfet, de déplacement, menace sur les rassemblements …) est relancé et doublé d'une loi dite de « sécurité globale ». Le nouveau budget 2021 continue de développer l'arsenal répressif de l'État bourgeois (police, armée, tribunaux). La loi sur le séparatisme et l'instrumentalisation des attentats sont aussi là pour désigner des boucs émissaires, détourner des luttes sociales et diviser la classe ouvrière. Non seulement les causes (les impérialismes en concurrence) et les financements du terrorisme sont cachés (De Ben Laden armé par la CIA de Brzezinski contre le gouvernement laïque et populaire afghan, à Al Nosra armé plus récemment par la France soi-disant contre Daech…), mais l'impérialisme français, le plus agressif d'Europe, s'en sert pour consolider avec succès la défense de ses monopoles au Liban, en Grèce (vente de Rafales, frégates etc), en Syrie, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Sahel….

Finalement, le pouvoir accuse la population en désignant notre insouciance comme cause de la 2ème vague sanitaire, et il nous divise en désignant les bonnes ou mauvaises religions. Mais la réalité est là : les souffrances sont celles du peuple-travailleur tout entier. 1 million d'emplois supprimés depuis mars, 1 million de pauvres supplémentaires (pour atteindre 10 millions), +35 % à l'aide alimentaire, 15 millions de mal logés, +50 % de sans-abri, etc. Les capitalistes attisent les haines et les divisions, les couches populaires doivent opposer leur haine de classe contre la bourgeoisie et l'oligarchie financière.

Nous répondons avec comme mots d'ordre : Unité de la classe ouvrière contre les monopoles ! Unité de la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts ! Contre la vie chère, contre les fermetures, pour la défense de l'emploi, de la santé publique, des libertés démocratiques, de la paix et contre les guerres de l'impérialisme, contre l'UE, contre la répression syndicale, les violences de la démocratie bourgeoise, et contre sa fascisation.

Unité de la classe ouvrière autour de ses organisations ! Notre Parti ne pense pas qu'il soit dans l'intérêt de notre classe de se positionner par rapport à une possible bonne ou mauvaise candidature présidentielle de Mélenchon, de La France Insoumise, ou par rapport à une bonne ou mauvaise candidature du PCF de Roussel. Le gouvernement Macron est faible et a pour l'instant échoué à remplacer et stabiliser la dictature du capital qui avait pris la forme, en France, d'une alternance entre le PS et les droites ; un équilibre instable structure le paysage politique, ce n'est pas aux organisations qui se réclament du socialisme-communisme de trouver cet équilibre et de mettre en avant l'illusion social-réformiste comme solution au capitalisme ! Le mouvement communiste en France est-il à ce point atteint d'un atavisme qui consiste à toujours se tourner vers la social-démocratie fût-elle de la « gauche de la gauche » ? Les organisations du mouvement communiste ne peuvent-elles pas travailler leur indépendance dans les luttes de classe jusqu'au bout ? Le PCRF pense que si, elles le peuvent et le doivent !

Pendant la crise sanitaire, il est apparu aux yeux de tous que la classe ouvrière est la classe motrice de nos sociétés, celle qui peut organiser les besoins et le travail. Les souffrances actuelles énormes et la colère populaire et ouvrière ne sont pas des illusions. Des mouvements de grève, des rassemblements s'organisent devant les entreprises, les établissements scolaires, les hôpitaux, et ce malgré l'état d'urgence, le chantage à l'emploi ou la prétendue Union Sacrée contre la Covid-19. Nos tactiques doivent unifier la classe et les luttes contre les responsables de la crise, faire grandir la conscience de classe contre l'impérialisme et l'oligarchie financière, favoriser la création d'un Front uni du travail.

Notre Parti va proposer des campagnes « *Accusons le capitalisme* » qui vont relier les souffrances, besoins et luttes quotidiennes à la compréhension de la source de tous les maux : le capitalisme-impérialisme. C'est dans ces luttes et par l'expérience propre des masses que nous gagnerons l'objectif stratégique immédiat indispensable : la construction d'un parti communiste sans lequel, même dans une situation révolutionnaire, la révolution pour le socialisme-communisme est impossible. Il faut se retrousser les manches, dans les luttes pour nos intérêts de prolétaires et contre la politique des monopoles, renforcer notre Parti Communiste Révolutionnaire de France.

SOMMAIRE

P. 2 : Etat d'urgence / Fascisation
P. 3 : Projet de loi « Séparatismes » / Samuel Paty
P. 4 : Budget 2021 / Ecole et crise sanitaire
P. 5 : Loi de « Sécurité globale » / Flambée de la pandémie : Déclaration de l'IPCOE
P. 6 : Financement de la Sécurité sociale / Signature scandaleuse de la CGT
P. 7 : Tempêtes et raz de marée de licenciements / Les nouveaux prolétaires du « monde d'après »
P. 8 : USA, Trump vs Biden / Amérique du Sud
P. 9 : Venezuela / Hommage à Thomas Sankara
P. 10 : Turquie, Etat impérialiste / 75ème anniversaire du Parti du Travail de Corée
P. 11 : Vie du Parti
P. 12 : Lénine et l'impérialisme

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

ÉTAT D'URGENCE :

CE QUE CELA VEUT DIRE...

Depuis le 16 mars 2020, Macron a annoncé la couleur en martelant tout au long de son intervention télévisée : « *Nous sommes en guerre* ». C'était le premier épisode d'une longue série visant à effrayer les gens. Une façon de justifier et de faire accepter l'adoption par l'Assemble nationale de l'état d'urgence.

Instauré en France pour la première fois en 1955 pendant la guerre d'Algérie, l'état d'urgence est la mise en place d'un régime exceptionnel qui renforce les pouvoirs de l'autorité gouvernementale au plan national et ceux des préfets au plan départemental. Comme si cela ne suffisait pas, en 1960 une ordonnance permet au gouvernement de le mettre en place par décret du conseil des ministres sans passer par un vote de l'Assemblée nationale. Il peut ainsi interdire la libre circulation des personnes, des véhicules, obliger la fermeture des commerces, des salles de spectacles, des salles de sport, interdire les manifestations et obliger les gens au confinement pour « enrayer » la propagation du virus.

C'est cela que subissent les Français depuis le mois de mars, en autorisant une légère pause cet été pour, dès l'automne, remettre cette loi liberticide à l'ordre du jour, et la prolonger récemment jusqu'au 16 février 2021. Il s'agit de faire accepter l'inacceptable : rester confiner le soir, le week-end, mais aller bosser quelles que soient les conditions sanitaires, reprendre les cours dans des lycées, des collèges, des écoles où la « distanciation sociale» n'est pas possible compte tenu du nombre d'élèves, s'entasser dans des moyens de transports bondés, etc… De plus avec les ordonnances du 25 mars 2020 relatives au droit du travail, les patrons ont la possibilité d'obliger les travailleuses et travailleurs à prendre des jours de congé et de RTT contre leur volonté, à la seule convenance de l'employeur ; ils peuvent aussi allonger le temps de travail journalier, hebdomadaire, avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur la santé des salariés. On assiste à la remise en cause pure et simple du Code du travail. Mais faire accepter l'inacceptable n'est pas si facile, alors outre la peur, Macron et son gouvernement utilisent la culpabilisation grâce aux moyens de communications à leur botte, radios, télés.

À longueur de journée, on se réveille, on mange, on se couche Covid-19, coronavirus, nombre de malades, d'hospitalisations, de réanimations, de décès avec des chiffres toujours à la hausse. Et comme vous risquez de n'être pas tout à fait convaincu, on ajoute des clips visant à culpabiliser les enfants, les petits-enfants qui contamineraient leur famille. Par contre pas un mot ou si peu sur les problèmes des travailleurs qui subissent les baisses de salaire, le chômage, les conditions de travail indignes, les fins de mois catastrophiques, la pénurie dans les hôpitaux, provoquée par les restrictions budgétaires obligeant le personnel de santé à des prouesses pour faire face à l'augmentation de la



charge de travail, et cela au détriment de leur vie personnelle et de leur santé. Et comme si cela ne suffisait pas, Macron se permet même de bafouer le vote de l'Assemblée nationale.

Le 3 novembre 2020, le Parlement décide que l'état d'urgence se terminerait le 14 décembre 2020 et qu'il statuerait sur la prolongation ou non du confinement à partir du 30 novembre. Ce vote n'ayant pas l'agrément du gouvernement, celui-ci organisait dès le 4 novembre une nouvelle délibération non sans avoir préalablement rameuté les députés LREM dans l'hémicycle.

Résultat : les votes de la veille ont été balayés pour être remplacés par l'adoption de la prolongation de l'état d'urgence jusqu'au 16 février 2021. C'est ce que Macron, Castex, Véran et les autres appellent la démocratie.

Une fois de plus, c'est la preuve que notre pays, déjà sous la monarchie présidentielle de la Vème république, a tendance à mettre toujours plus de pouvoir à son exécutif dans le but de préserver et renforcer la dictature du Capital monopoliste. Il faut que cela cesse, les travailleurs ne peuvent pas continuer à subir une telle politique qui, sous prétexte d'épidémie, les renvoie des dizaines d'années en arrière. C'est seulement en luttant ensemble contre ce système qui les broie toujours plus que les travailleurs pourront se libérer des chaînes du capitalisme.

EM

FASCISATION

Au stade impérialiste, avec le tournant vers la réaction dans tous les domaines, en lien avec la possibilité de situations révolutionnaires, le capital est contraint de violer régulièrement et en permanence ses propres lois et principes. L'Internationale communiste a baptisé ce processus fascisation de la démocratie bourgeoise.

La fascisation, c'est l'utilisation de la violence à plus grande échelle, des exécutifs toujours plus resserrés avec la diminution drastique du rôle des parlements, la corruption amplifiée à grande échelle, la terreur idéologique visant à criminaliser le communisme, la préparation des conditions favorables à une guerre civile et aux guerres de l'impérialisme.

Dans tous les pays bourgeois, les écoutes qui violent le « secret de la correspondance », le fichage des militants, la pénétration par la police des organisations démocratiques, syndicales, communistes sont la règle. La vigilance révolutionnaire s'impose face à de telles pratiques. Les écoutes contre les militants, les affaires de banditisme d'état type Benalla, Dussopt, Ferrand, Fillon, Cahuzac, Sarkozy..., la hausse des budgets militaires et de police, les interventions armées à l'extérieur, les discours de stigmatisation sont la routine du capitalisme-impérialisme. La fascisation ne signifie pas fascisme ni automatiquement transition au fascisme, mais que sous la direction de l'oligarchie financière, le capitalisme de monopoles (l'impérialisme) se dote d'une démocratie bourgeoise mâtinée de mesures d'exceptions fascisantes (certaines secrètes bien sûr) ; dispositions qui durcissent la démocratie bourgeoise par essence violente mais ne l'infirment pas en totalité puisque cette dernière reste la forme de dictature bourgeoise la plus avantageuse pour duper les masses avec leur « consentement ». Donc, ni idéalisation d'une démocratie bourgeoise mythique qui s'interdirait toute répression, ni passivité où l'on voit le fascisme partout, mais explication patiente du contenu de classe de l'Etat bourgeois, du processus d'autoritarisme croissant.

La contradiction entre la démocratie formelle, limitée des capitalistes et les aspirations des travailleurs à une démocratie pour eux, l'aspiration à gérer leur quotidien et leur avenir à tous les échelons s'amplifie sous l'impérialisme (voir, sans les juger ni les mettre sur le même plan les comités anti-néolibéraux, les Nuit debout, les Gilets jaunes, les collectifs de lutte …). Ce dessaisissement des droits démocratiques, dont les travailleurs sont victimes de l'entreprise à l'Etat en passant par la commune, implique pour les communistes la tâche d'assurer les luttes pour les droits démocratiques à partir des aspirations à la participation, à la transparence des affaires publiques.



Dans cette optique, les communistes ont une double mission : défendre, développer, consolider toutes les formes de démocratie directe à la base (conseils, comités etc.), partir aussi de ces mêmes aspirations pour montrer que la démocratie bourgeoise est la démocratie pour les détenteurs de capitaux, la négation de la démocratie pour les travailleurs.

Les marxistes-léninistes, à la suite de Marx et Lénine, considèrent que la lutte pour la consolidation, l'acquis des droits démocratiques favorise le développement de la lutte de classe, donne confiance aux travailleurs dans leurs propres forces, lève également les illusions probables sur les causes des souffrances. La condition stratégique étant que les communistes relient la lutte pour la démocratie à la dénonciation des limites de la démocratie bourgeoise, dues à son contenu de classe, (s)'éduquent dans l'idée que le démocratisme radical trouve son expression dans la Révolution socialiste et la démocratie ouvrière et populaire : *« développer la démocratie jusqu'au bout est une des tâches de la Révolution socialiste ».* (Lénine).

Pierre Komorov

À CONTEXTE SANITAIRE ET SÉCURITAIRE, RÉPONSE AUTORITAIRE

Alors que l'urgence est sanitaire et sociale, le gouvernement ne cesse de renforcer l'appareil d'État bourgeois en faisant passer des lois toujours plus autoritaires et sécuritaires.

Le contexte ? Un « séparatisme islamiste » qui menace la prétendue glorieuse République française. Tous en chœur, les grands médias ont relayé l'appel à une unité nationale face à la « pieuvre islamiste », tout en laissant place à des intervenants toujours plus à droite et à l'extrême-droite, dont certains associaient, sans contradicteur, « immigration » et « terrorisme » à des heures de grande écoute.

On a vu une réaction forte de la part des monopoles et de leur État. Dans le même temps que l'expulsion d'individus considérés comme radicalisés et fiché S hors du territoire français, les monopoles comptent sur le vote, à l'Assemblée Nationale, de lois qui renforceraient les prérogatives en terme de « maintien de l'ordre ». La loi « sécurité globale » en fait partie, tout en étant sous le joug de vives critiques : elle contient en effet une disposition qui prévoit d'interdire la diffusion « malveillante » d'images de forces de l'ordre sous peine d'un an d'emprisonnement. Le flou qui existe autour de la notion de « malveillance » soulève ainsi la possibilité d'abus de la justice bourgeoise.

Plus que cibler le « séparatisme islamiste », le gouvernement Macron entend profiter de ce renforcement de l'appareil d'État pour élargir ses prérogatives face à toute contestation des « valeurs de la République ». Dans cette configuration, les « valeurs de la République » sont érigées comme un sacro-saint modèle à défendre et la moindre contestation est passible de répression étatique. S'unir et s'organiser contre les patrons pourrait tout à fait être considéré comme un acte anti-républicain, violant le principe de fraternité entre les citoyens français. Défendre des travailleurs et travailleuses immigrés ou musulmans contre les accusations et diffamations honteuses véhiculées par les Zemmour et consorts pourrait de même être associé à un séparatisme communautaire et « islamo-gauchiste ».

Face au tollé suscité par la notion de « séparatisme », le gouvernement a juste rebaptisé son texte, présenté le 9 décembre en Conseil des ministres : « *confortant les principes républicains* ». Mais le contenu reste exactement le même, avec des mesures durcissant l'arsenal législatif déjà existant en matière de contrôle (« *contrôle renforcé des associations* », subvention conditionnée à un « *engagement de l'association à respecter les principes et valeurs de la République* »...), de fichage (« *identifiant national pour chaque enfant en âge d'être scolarisé* », champ d'application du fichier des auteurs d'infractions terroristes (FIJAIT) modifié pour y intégrer « *les délits relatifs à la provocation et à l'apologie d'actes terroristes* »), et d'interdictions (« *Leurs auteurs seront interdits d'exercer des fonctions au contact du public* », procédure de « *carence républicaine, permettant au préfet de suspendre les décisions ou les actions de toute collectivité qui méconnaîtrait gravement la neutralité du service public* », « *Les motifs de dissolution d'une association en Conseil des ministres sont élargis. Il sera aussi possible « d'imputer à une association […] des agissements commis par ses membres et directement liés aux activités de cette association*»...). Autant de mesures qui visent essentiellement à stigmatiser et bâillonner davantage une partie de la population (ce texte permettant par ailleurs de passer aisément de la sphère religieuse à la sphère politique...).

En outre, sous couvert de lutte contre l'islamisme radical, ce texte constitue une remise en cause sans précédent de la séparation entre l'Eglise et l'Etat, qui fonde la laïcité instituée en 1905. En effet, derrière la rubrique « *Réorganiser les cultes* » prévue pour « *garantir la transparence des conditions de l'exercice du culte* », se dessine une ingérence de l'Etat dans le fonctionnement des Eglises, totalement contraire à son obligation de neutralité (par exemple une disposition «anti-putsch» contre toute prise de contrôle d'une mosquée par des extrémistes, ou bien une « *interdiction de paraître dans les lieux de cultes pouvant être prononcée par le juge* »...) ; ces exemples suffisent à révéler le caractère liberticide de ce projet, et les graves atteintes à la liberté de pensée et d'expression qu'il génère.

Après l'attentat à Conflans à la mi-octobre, Jean-Luc Mélenchon, qui participait alors à une manifestation en soutien à la liberté d'expression et à la laïcité, a déclaré lors d'une interview qu'il faut une unité nationale et « mettre de côté toutes les autres batailles ». Fabien Roussel, quant à lui, digne de la ligne politique capitularde du PCF, ne remet en aucun cas en cause l'État bourgeois et la politique des monopoles. Il prône la défense d'une République laïque qui reste abstraite, défendant l'idée qu'il faut « sur tout le territoire des gardiens de la paix, d'une police de proximité, des services de renseignements, efficaces et en nombre suffisant » (*l'Humanité*, 04/11/20).

Jim

ASSASSINAT DE SAMUEL PATY : UNE EXPLOITATION POLITIQUE À DÉNONCER !

L'assassinat de Samuel Paty, professeur d'histoire décapité par un jeune fanatique islamiste pour avoir exercé son métier en s'appuyant sur des caricatures de Charlie Hebdo, nous a légitimement bouleversés, et le PCRF a immédiatement réagi par une déclaration à lire sur notre site, pour condamner cet acte odieux et analyser d'un point de vue marxiste les conditions dans lesquelles ce terrorisme islamiste a pu surgir et se développer.

Mais un mois plus tard, il nous faut revenir sur la scandaleuse exploitation politique qu'en a tirée le gouvernement Castex, en particulier à travers les propos et mesures de ses ministres Darmanin et Blanquer, le tout largement relayé par les médias dominants.

Dès le lendemain de l'assassinat s'est déployée, au fil des prises de paroles et décisions ministérielles, toute une atmosphère de chasse aux sorcières et de punition collective, nourrie par des discours généralisants et islamophobes (de quelques fanatiques, on est passé à des groupes entiers qualifiés d'islamistes), livrant à la vindicte générale des catégories de personnes identifiées comme « mauvais musulmans puisque islamistes », ciblant des associations militantes comme le CCIF ou Baraka City pour les qualifier de potentiellement terroristes et les interdire sans autre forme de procès, fermant arbitrairement une mosquée à Pantin, le tout sur seule intervention ministérielle, sans aucune place laissée à la moindre procédure judiciaire. L'introduction frauduleuse du concept de « séparatisme », qu'entretiendraient des musulmans, avec à terme, une volonté de créer des espaces de non-droit où seules des lois prétendument inspirées du Coran remplaceraient les lois de la République, ce discours n'est rien d'autre que la reprise de celui de l'extrême-droite que Macron a prétendu combattre.

L'utilisation de la notion de « liberté d'expression », jusqu'à la nausée, par un pouvoir qui la brime depuis des années, en instaurant des lois d'exception, en interdisant ou en réprimant les manifestations populaires, en interdisant des organisations militantes, en privant 1300 fidèles de leur lieu de culte, et en concoctant un projet de loi accompagné d'une « charte de la laïcité » des plus liberticides, a quelque chose d'obscène.

Celui dont on pouvait attendre un peu plus de tenue que son collègue Darmanin, c'est le ministre de l'Education. Au contraire, Blanquer s'est lancé dans une croisade médiatique contre ce qu'il appelle « l'islamo-gauchisme », sans jamais le définir, mais en prenant soin d'en accuser les milieux universitaires, l'UNEF et LFI, accusés, excusez du peu, d'être « intellectuellement complices » de l'assassinat de Samuel Paty ! On reste sans voix devant un tel degré de mensonge et de malhonnêteté, surtout de la part d'un ministre qui, quelques jours plus tard, sabotera l'hommage que devaient rendre les professeurs à leur collègue assassiné en leur interdisant de se concerter comme prévu de 8h à 10h le lundi de la rentrée.

Il nous faut cependant dénoncer ce que notre gouvernement veut dissimuler derrière le paravent d'une telle propagande délétère, à savoir sa propre responsabilité (après celle des gouvernements précédents au service de la même classe) dans l'émergence et le développement du terrorisme islamiste, du fait de leurs liens privilégiés avec les pétromonarchies (les régimes d'Arabie saoudite et du Qatar ayant soutenu politiquement et économiquement l'islamisme radical), de leur politique impérialiste (les ingérences et crimes commis en Libye, en Syrie, en Afrique...), ultralibérale et réactionnaire sur toute la ligne. La sempiternelle incantation des « valeurs de la République » se heurte plus que jamais à la réalité d'une société profondément inégalitaire et oligarchique, qui ne fait qu'attiser les discours de haine et de division, en détruisant systématiquement les leviers d'intégration que sont les services publics, l'éducation, le droit à la santé, la protection sociale, les libertés publiques et l'accès à l'emploi.



Enfin, tout ce battage nauséabond avait sans doute aussi comme objectif de faire oublier comment un professeur, victime de mensonges d'élèves et d'une cabale de parents qui aboutiront au drame de son assassinat, a été d'abord « convoqué » (par sa hiérarchie puis par le commissariat), suspecté de faute pédagogique (par l'inspection), et laissé sans aucune protection par une administration qui prétend, depuis plusieurs décennies, avoir mis au point des outils de surveillance, de contrôle et d'intervention performants contre les menaces terroristes.

Il nous faut dire, une fois de plus, que ce gouvernement s'est rendu indigne de l'engagement montré par le professeur Samuel Paty, dans les suites données au traitement de son assassinat ; cette indignité est le fruit direct de notre société capitaliste, pourrie jusqu'à la moelle par son inhumanité, prête à toutes les barbaries pour que survivent les profits de ses monopoles et les privilèges de sa classe dominante.

Emmanuelle Kraemer

TOUJOURS LE BUDGET D'UN ÉTAT BOURGEOIS

Comme chaque année, le gouvernement a présenté un budget 2021 de l'État à hauteur de 290 Milliards. Sans surprise, les grands gagnants sont à nouveau la Justice, l'Intérieur et les Armées. C'est donc tout l'appareil répressif de l'État subordonné aux monopoles qui est consolidé, tandis que dans la crise du capitalisme, l'exploitation est renforcée et les souffrances du peuple-travailleur augmentées.

La Justice (tribunaux et prisons) voit son budget gagner 600 millions, soit près de 8 % en plus pour atteindre 8,2 milliards. C'est davantage que ce qui était prévu par le document préparatoire publié en juillet, qui faisait état d'une hausse de 5,9 % (soit 450 millions d'euros). Cette augmentation permet de financer 1.500 postes supplémentaires, après 1.520 créés cette année.

Le ministère de l'Intérieur (Police, gendarmerie) bénéficie d'une hausse de 200 millions d'euros à 13,9 milliards pour la « Sécurité ». Dans le cadre du recrutement de 10.000 policiers, prévu sur le quinquennat, 1.369 nouveaux postes sont annoncés l'an prochain pour le ministère de l'Intérieur, après 1.536 cette année. Les crédits du ministère de la Défense (Armées) augmentent de nouveau de 1,7 milliard d'euros en 2021, comme en 2020, en ligne avec les engagements pris par Macron dans la loi de programmation militaire. 286 nouveaux postes seront créés. Il s'agit pour l'essentiel de financer de nouveaux programmes d'armements, des investissements dans la défense militaire spatiale ou encore la cybersécurité.

Le ministère de l'Écologie, du développement et des mobilités durables gagne 1,5 milliard d'euros à 19,2 milliards. L'Etat va en effet augmenter son soutien aux capitalistes des énergies renouvelables, qui passe de 5,4 milliards d'euros en 2020 à 6,9 milliards en 2021. Mais le ministère de la Transition écologique perd 947 postes... Le budget du ministère de l'Éducation augmente suite aux annonces de Jean-Michel Blanquer pour le « Grenelle des professeurs » pour revaloriser le salaire des enseignants des plus bas d'Europe grâce une enveloppe de 400 millions d'euros. Mais 120 postes nets sont supprimés, les suppressions touchant à nouveau principalement les collèges et lycées, où près de 30 000 élèves de plus sont attendus, mais où 2039 postes seront supprimés, annonçant de nouvelles surcharges des effectifs par classes...

Le ministère de la Cohésion des territoires, qui s'occupe du logement, sera marqué par la réforme rétrograde des aides au logement qui s'actualiseront « en temps réel », mais cela dégagera finalement moins d'économies étant donné que le nombre de bénéficiaires devrait augmenter... Le ministère de l'Economie et des Finances perd 2.163 postes, après 1.959 cette année. Les centres des finances publiques de proximité et le contrôle fiscal seront les plus touchés. L'enseignement supérieur et la recherche perdent 200 millions, malgré la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR). La mesure fait lamentablement écho aux crédits de recherche sur les coronavirus, quasiment coupés dès les années 2000. Quels sont les programmes de recherche publique qui vont encore en pâtir aujourd'hui et dont nous aurons besoin demain ?

De l'argent pour la santé, pour l'éducation, pas pour les canons ! De l'argent pour les salaires, pas pour les guerres !

Mais le budget 2021 de la France est voté, alors même que celui de 2020 en est à sa quatrième loi rectificative en novembre depuis le début du rebond de la crise organique du capitalisme mondial, accélérée par la crise sanitaire. Quatrième loi rectificative pour débloquer 20 milliards d'euros supplémentaires pour soutenir à nouveau, suite au couvre-feu et au reconfinement, le capitalisme français.

Le ministre de l'Economie Bruno Le Maire a annoncé que le produit intérieur brut (PIB) devrait finalement baisser de 11% cette année, contre 10% anticipés dans la précédente prévision de septembre. En cause le reconfinement en vigueur depuis le 30 octobre et décidé à ce stade pour un mois, qui va faire replonger l'activité et grever le rebond du troisième trimestre. Même s'il est moins strict que le premier confinement, de nombreux commerces, déjà fragilisés, se retrouveraient contraints de fermer. Pour éteindre leur colère, limiter les faillites et conserver des alliances avec la petite bourgeoisie, le gouvernement et les monopoles mettent donc 20 milliards d'euros supplémentaires sur la table, après près de 470 milliards débloqués depuis mars (dont plus de 300 milliards de garanties publiques) ; et la principale mesure, le fonds de solidarité dédié aux petites entreprises, est gonflée de 10,9 milliards en plus des 9 milliards déjà prévus. Son accès a été élargi et les montants alloués augmentés. Le dispositif d'activité partielle (chômage partiel payé par l'ensemble des travailleurs) est, lui, doté de 3,2 milliards d'euros supplémentaires, après 31 milliards déjà budgétés et plus de 22 milliards dépensés. Le gouvernement prévoit aussi 3 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales, qui viendront donc grossir les coffres-forts du patronat. Enfin, accusé de ne pas en faire assez pour soutenir les plus modestes (sic), le gouvernement va verser des primes exceptionnelles aux bénéficiaires du RSA, des chômeurs en fin de droits et aux moins de 25 ans, pour 1,1 milliard d'euros. Conséquence sur le déficit public qui, selon la comptabilité bourgeoise, devrait finalement se creuser à 11,3% du PIB (contre 10,2% estimés jusqu'ici) et la dette monter à 119,8% en 2020, et non plus 117,5% comme anticipé.

Nul doute que cette dette publique, comme la sauvegarde des profits des monopoles, devra être payée par le travail. Pour élaborer ce budget comme pour les autres, toutes les taxes prélevées par l'État (directes ou indirectes, sur les profits ou sur les salaires) sont prélevées sur la plus-value (survaleur) créée par le travailleur.

Il en est de même des intérêts de la dette de l'État payée aux banques et organismes financiers. La feuille de route des gouvernements actuels et du futur président sera donc de nous faire payer la crise ! L'épidémie de Covid-19 n'a donc rien changé à l'élaboration d'un budget sous l'impérialisme. Aucune mesure réelle n'est prise pour résoudre les problèmes et les besoins sanitaires.

C'est un budget abominablement de classe, pour les profits des monopoles capitalistes et de la bourgeoisie. Les dépenses militaires sont même renforcées sans impunité. . D'autres mesures viennent même compléter l'ensemble comme par exemple un mécanisme qui va permettre de transmettre un millard d'euros en héritage sans payer d'impôt. Pour faire reculer la politique du capital qui veut faire payer la crise à ses victimes, plus que jamais il est nécessaire de faire le lien entre les besoins non satisfaits, les revendications et la source de tous les maux : le capitalisme-impérialisme. Notre Parti va lancer des campagnes de lutte pour l'emploi, contre la vie chère, pour la paix, pour les libertés démocratiques, qui construiront ce lien dialectique avec la Révolution socialiste qui doit en finir avec la barbarie.

De l'argent pour la santé, pour l'éducation, pas pour les canons ! De l'argent pour les salaires, pas pour les guerres !

Pierre Komorov



PCRF
Parti Communiste Révolutionnaire de France
pcrf-ic.fr

À L'ÉCOLE : APRÈS LES VACANCES, LA CRISE DE PLEIN FOUET

Le ministère de l'éducation nationale a proclamé haut et fort avoir renforcé les mesures sanitaires dans la sphère scolaire ; mais le 9 novembre le protocole restait toutefois le même que celui de juillet.

Insister sur les gestes barrières, la distanciation physique et l'utilisation d'une salle par classe. Telles sont les prérogatives annoncées par le ministère. Mais le personnel enseignant s'est rapidement alarmé face à ces annonces hors-sol, déconnectées de la réalité de terrain.
Des questions de fond ont rapidement été soulevées notamment dans les petits et moyens établissements, là où l'impossibilité matérielle est telle que le protocole devient une utopie. Dans la plupart des collèges et lycées, l'étroitesse des couloirs, la petite taille des salles de cours et l'indisponibilité de salles libres, empêchent de mettre efficacement en œuvre la distanciation physique et d'éviter le brassage des élèves.

Que dire du manque d'effectifs, ces mêmes effectifs qui permettraient d'alléger les classes et d'assurer un enseignement adapté aux besoins des élèves, revendication qui date de plusieurs années déjà et qui se révèle être d'autant plus actuelle dans ce contexte sanitaire ? Et du manque criant de personnels de nettoyage et d'entretien confrontés à des exigences accrues en matière d'hygiène quotidienne ?

Cette rentrée repose une fois de plus entièrement sur les efforts des travailleurs du système éducatif (enseignants et non enseignants) qui se retrouvent démunis face à une hiérarchie de plus en plus déconnectée du terrain.

Ce n'est pas aux enseignants et au personnel qui sont sur le terrain de payer la crise. Quand l'État bourgeois ne reste qu'en apparence combatif contre le virus, les personnels sont au front contre le virus mais aussi contre des conditions de travail de plus en plus difficiles ! Le capitalisme et l'État bourgeois sont des virus qu'il nous faut combattre, car ce sont eux qui détruisent nos conditions de travail et de vie !

Jim

LOI DITE DE "SÉCURITÉ GLOBALE" : LA DICTATURE DU CAPITAL TOMBE LE MASQUE...



Malgré sa relative souplesse, ce second confinement a ceci de commun avec le premier qu'Emmanuel Macron et le gouvernement Castex en profitent pour intensifier la casse sociale et démocratique à un degré inédit jusqu'alors. Le mardi 17 novembre 2020, l'Assemblée nationale a commencé l'examen de la très controversée proposition de loi dite de « sécurité globale. »

Il s'agit d'un texte fourre-tout porté par LREM et son allié Agir. Des manifestations contre cette loi se sont tenues à la même date dans toute la France à l'appel de plusieurs syndicats de journalistes, dont le Syndicat national des journalistes (SNJ) affilié à la CGT, et de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH). Des Gilets jaunes étaient également présents pour célébrer le second anniversaire du mouvement.

Il y a tout d'abord l'article 24, qui insère la condamnation « *d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende » pour « diffuser […] dans le but qu'il soit porté atteinte à son intégrité physique ou psychique, l'image du visage ou tout autre élément d'identification d'un fonctionnaire de la police nationale ou d'un militaire de la gendarmerie nationale lorsqu'il agit dans le cadre d'une opération de police.* » L'ajout de 5 mots censés rassurer les journalistes attachés à la liberté de la presse, ne change rien au fond de cet article, clairement destiné à empêcher toute captation, par voie de film ou de photographie, de violences policières, y compris comme celle qui a permis de révéler l'affaire Benalla.

Il y a également les articles 20, 21 et 22 qui posent problème : le visionnage des enregistrements des cameras de surveillance pourra être accordé aux services de police municipale, aux agents de surveillance de Paris, ainsi qu'à certains fonctionnaires de la capitale, et ces différents corps pourront d'ailleurs être « destinataires des images et enregistrements » ; les policiers et gendarmes vont pouvoir plus facilement faire des prises de vue de ce qu'ils voient avec un accès élargi aux enregistrements des caméras piétonnes, avec la possibilité donnée aux gendarmes et policiers d'avoir un accès direct aux enregistrements, ainsi que la diffusion publique de ces derniers pour permettre « l'information […] sur les circonstances de l'intervention » ; pour finir, le projet de loi établit un réaménagement du cadre légal pour l'utilisation des drones, en introduisant la possibilité d'effectuer des prises de vue aérienne à des fins de maintien de l'ordre et qui « pourrait permettre l'identification de multiples individus et la collecte massive et indistincte de données à caractère personnel », selon la Défenseure des droits Claire Hédon. Les technologies de reconnaissance faciale pour l'identification des individus seront généralisées.

Ces 4 articles de ce projet de loi visent à accentuer la répression contre les travailleurs et les militants syndicaux et associatifs. La liberté de la presse, en tant que contre-pouvoir, sera désactivée, ce qui favorisera l'impunité des policiers et gendarmes, et légalisera, en conséquence, l'arbitraire contre ceux qui luttent et ne lâchent rien. Et la surveillance massive par les cameras de vidéosurveillance, les cameras piétonnes et les drones, facilitera l'identification des manifestants avec des gardes à vue préventives pour les empêcher de se joindre aux cortèges, ainsi que la dissuasion de participer à des rassemblements par la menace d'éventuelles poursuites ultérieures (comme les amendes reçues par des manifestants pour avoir défendu les droits des soignants) et par l'épuisement psychologique (pratique de la nasse, filtrage des manifestants…).

Ce phénomène de casse des libertés démocratiques, caractéristique du capitalisme des monopoles, mise en avant par ce projet de loi dite de « sécurité globale », traduit le renforcement du caractère toujours plus fascisant de l'État capitaliste, confronté à la crise généralisée que la pandémie n'a fait qu'accentuer. Une avalanche de suppressions d'emplois (plans sociaux, non-remplacement de départs en retraite…) et de fermetures d'entreprises s'est amplifiée, multipliant et intensifiant la colère et les luttes des travailleurs.

Face à tous ces problèmes, la réponse de l'État capitaliste consiste en une accentuation de la politique de répression, de casse sociale, de casse des services publics et du transfert d'argent public vers le secteur privé par le dispositif de chômage partiel. Après les différents crédits d'impôts et exonérations fiscales en tous genres, distribués par les différents gouvernements successifs depuis plus de 30 ans, le parasitisme du grand capital s'accentue à un niveau inédit.

Si les représentants actuels du réformisme (Mélenchon en tête) condamnent cette « dérive autoritaire du gouvernement et de la majorité parlementaire », ils omettent de préciser que cette tendance trouve son origine dans le caractère toujours plus obsolète et destructeur du capitalisme à son stade ultime, l'impérialisme. En clair, le capitalisme n'est pas la solution, c'est le problème.

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF) apporte son soutien fraternel et indéfectible aux rassemblements de travailleurs contre le projet de loi dite de « sécurité globale » et pour la défense des libertés démocratiques (liberté de manifestation, liberté d'expression, liberté d'association…) ; il appelle l'ensemble du peuple travailleur à la constitution d'un front social et révolutionnaire de classe contre le capitalisme-impérialisme et pour le socialisme-communisme.

Vicken

DÉCLARATION DE L'INITIATIVE COMMUNISTE EUROPÉENNE SUR LA NOUVELLE FLAMBÉE DE LA PANDÉMIE

La nouvelle flambée de la pandémie dans toute l'Europe est une réalité qui n'est pas arrivée par hasard. Les déclarations des gouvernements bourgeois selon lesquelles ils ont « pris des mesures » et « protégé les systèmes de santé publique » après la première vague de la pandémie, ainsi que « au cours de la pandémie, l'UE a pris conscience et est solidaire des peuples », sont des mythes.

Suite à la nouvelle vague de pandémie, tous ces mensonges sont jour après jour dévoilés, prouvant l'échec de ces mesures. L'augmentation des décès, des cas et des patients en réanimation, révèle la responsabilité de l'UE et des directions gouvernementales au fil du temps, ce qui a laissé les systèmes de santé publique sans personnel, sans infrastructures, sans unités de soins intensifs, ni les tests.
Ces énormes lacunes ouvrent la voie aux grands groupes privés qui opèrent dans la domaine de la santé, et qui se précipitent pour profiter de l'inquiétude des populations et de la maladie et faire des bénéfices. Parce que ce sont eux qui profitent de leurs partenariats en or avec les institutions publiques, mais facturent également aux travailleurs des tests et des traitements pour le virus ou d'autres maux et maladies, qui, quelle que soit la pandémie, nécessitent des examens, des traitements et des chirurgies, que "la maladie" des hôpitaux du système de santé publique empêche de mener à bien.
Les gouvernements et les grands groupes ont d'énormes responsabilités en ce qui concerne les protocoles défaillants conformes aux priorités du capital, le manque de mesures essentielles de protection des travailleurs sur les lieux de travail, les perpétuels problèmes dans les centres de soins pour les personnes âgées, les conditions misérables des structures pour les réfugiés-migrants, les écoles, les moyens de transport, etc.
Alors que l'exploitation se poursuit à tous les niveaux, il est inacceptable que l'éducation, la lutte pour les droits, la vie politique et culturelle soient restreintes au nom de la pandémie.
Sept mois se sont écoulés depuis le déclenchement de la pandémie et ils n'ont toujours rien fait pour le renforcement substantiel du système de santé publique et la résolution réelle des énormes pénuries causées par la politique de commercialisation, de sous-financement et de sous-effectifs que les gouvernements et l'UE ont suivie. Sur la base du même critère, à savoir le profit, ils ont également laissé les écoles sans protection. Ils ont tenté de manière provocante de blâmer le peuple au nom de la responsabilité individuelle afin de justifier leur politique anti-populaire et leurs énormes responsabilités.
Les théories du complot sont un complément utile à la politique anti-populaire. À un moment où la méfiance à l'égard de l'État bourgeois et de ses états-majors augmente à juste titre et où la pandémie révèle l'insuffisance criminelle des systèmes de santé dans tous les États capitalistes, c'est en effet rendre un grand service au système que de piéger le peuple dans un débat sur l'acceptation ou le refus de l'utilisation des masques ou sur l'existence du virus.
Face à cette politique, l'évolution des choses montre la nécessité de renforcer encore plus la lutte des peuples pour des systèmes de santé exclusivement publics et gratuits et toutes les mesures nécessaires pour protéger leur santé et leur vie.
Pour le renforcement du système de santé publique avec un financement intégral, des recrutements massifs de médecins et d'infirmières permanents, des équipements modernes et la réquisition des structures de santé privées.
Pour des mesures immédiates sur les lieux de travail, les écoles, les moyens de transport, et généralement partout !
La condition dégradante qui oblige les médecins à choisir entre celui qui vivra et celui qui mourra, conduit les infirmières à porter des sacs en plastique pour se protéger et la situation générale qui affecte la santé et la vie des peuples révèle que le vrai virus et l'ennemi visible est le capitalisme lui-même.
L'exemple de Cuba, ainsi que la contribution précieuse et généreuse de ses médecins militants, sont significatifs et révèlent la barbarie capitaliste dans laquelle nous vivons. La promotion de la supériorité du socialisme est plus opportune et nécessaire, car ses réalisations dans le domaine de la santé, de l'éducation, du travail et les droits populaires, sont à des années-lumière de la jungle capitaliste.
Le socialisme est le monde pour lequel cela vaut la peine de se battre, pour que les gens voient leurs besoins actuels satisfaits.

Initiative communiste européenne
23/10/2020

LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE : UN PLAN ANTI-SÉGUR ?



Encore une fois, Emmanuel Macron et le gouvernement Castex ont jeté le masque devant les personnels soignants épuisés par la première vague de Covid-19. Quelques mois après la clôture du Ségur de la santé, ces derniers attendaient d'un oeil vigilant l'application des 33 mesures annoncées par le ministre de la santé Olivier Veran.

Elles comprennent notamment 8,2 milliards d'euros pour la revalorisation des salaires des personnels hospitaliers, 15 000 recrutements dans les hôpitaux, 50 millions d'euros par an débloqués pour financer l'ouverture de 4 000 lits et 6 milliards d'euros débloqués sur cinq ans pour l'investissement dans le système de santé. Ces mesures étaient jugées comme « insuffisantes » par les soignants eux-mêmes ainsi que par la CGT Santé, le Collectif Inter-Urgences et la Coordination Nationale Infirmière.

Cela n'a pourtant pas empêché le gouvernement Castex de présenter une Loi de financement de la Sécurité sociale (LFSS) prévoyant 900 millions d'euros d'économies dans les hôpitaux et 4 milliards dans la Sécurité sociale en 2021, reprenant donc une grande partie de ce qu'il a cédé aux personnels soignants malgré l'arrivée d'une seconde vague de Covid-19 plus violente.
Ces économies drastiques sont expliquées par la fragilisation des comptes de la Sécurité sociale pour plusieurs années, en raison, nous dit le gouvernement, des sommes allouées aux masques, aux tests, aux arrêts de travail et à la future campagne de vaccination dans le cadre de la pandémie mondiale de Covid-19 ; il ajoute que la Sécurité sociale a été largement affectée par la forte hausse du chômage et le maintien au chômage partiel de nombreux salariés. En conséquence, pour l'année 2020, le déficit de la Sécurité sociale est estimé à 44,4 milliards d'euros contre un peu plus de 5 milliards en 2019 avec 30 milliards pour la branche maladie et 7,9 milliards pour la branche retraite. Il faudra y ajouter également l'impact des couvre-feux instaurés mi-octobre dans certaines grandes métropoles. Mais rappelons quand même que le fameux « trou » de la Sécu a été fortement approfondi, en 2019, par la baisse des taux de cotisations des employeurs et par l'exonération totale de cotisations, l'ensemble de ces cadeaux fiscaux représentant la bagatelle de 66 milliards d'euros qui n'ont plus alimenté les caisses de notre Sécurité sociale... ; sans parler de la fraude fiscale, qui, selon les syndicats des Finances publiques, se chiffrerait à 80 milliards d'euros par an...

Le texte de cette nouvelle LFSS prévoit notamment le « *développement des alternatives à l'hospitalisation complète et le développement de la pertinence des hospitalisations* » ainsi que « *l'amélioration de la performance interne des établissements de santé*. » De plus, les passages aux urgences ne nécessitant pas d'hospitalisation feront l'objet d'un « forfait » d'un montant fixe qui remplacera l'actuel ticket modérateur laissant à la charge du patient 20 % du coût de ses soins. Pour finir, les téléconsultations resteront encore prises en charge à 100 % par la Sécurité sociale pendant deux ans et le nombre de « maisons de naissance », ces lieux qui permettent des accouchements sans hospitalisation, passera de 8 à 20.

Alors qu'une seconde vague de Covid-19 frappe le pays et que les personnels soignants sont épuisés, Emmanuel Macron et le gouvernement Castex continuent la politique réactionnaire menée par les gouvernements successifs depuis au moins 40 ans. Celle de la casse et de la privatisation de tous les services publics dont celui de l'Hôpital public et de la protection sociale. Et pour la faire toujours plus « accepter » par le peuple travailleur, la fermeté disproportionnée et la répression atteignent maintenant des dimensions inédites en matière d'hypocrisie et de mensonge politique.

Le capitalisme est le problème et non la solution. L'obsolescence et le caractère toujours plus destructeur et parasitaire de ce mode de production s'accentuent à mesure que l'intensifie sa crise générale, rendant donc nécessaire la casse générale des services publics et de la protection sociale. Sur les ruines des services publics et de la protection sociale émergent de nouveaux marchés et de nouvelles perspectives économiques pour le grand capital. Cette casse permet également de continuer à casser les salaires et conditions de travail et de vie des travailleurs afin d'y extraire plus de plus-value.

Cette 6ème puissance économique mondiale qu'est la France a les moyens de financer un vrai service public de la santé et de l'hôpital et une véritable Sécurité sociale.

Le Parti communiste révolutionnaire de France revendique une augmentation générale des salaires et des effectifs pour les personnels soignants (médecins, infirmiers, aides-soignants) et non-soignants des établissements de santé (hôpitaux, cliniques, EPHAD…), l'augmentation du nombre de lits, l'abandon de la T2A et de la gestion managériale et décentralisée de ces mêmes établissements de santé, ainsi que la constitution d'un grand pôle de service public pour la santé et l'hôpital sous gestion démocratique du peuple travailleur.

Pour financer ces mesures, notre Parti revendique aussi l'augmentation des effectifs des finances publics et des contrôles fiscaux pour lutter efficacement contre la fraude fiscale, le rétablissement de l'impôt sur la fortune, la suppression de toutes les niches fiscales favorables à la bourgeoisie.

Le Parti communiste révolutionnaire de France apporte son soutien fraternel à la lutte des personnels soignants contre la casse continue du service public de la santé et de l'hôpital ; il appelle tous les travailleurs à intensifier la lutte unitaire pour les services publics et la protection sociale. Au-delà, il rappelle que la victoire effective et durable de ces revendications n'est envisageable qu'à travers un choix politique révolutionnaire : se débarrasser du capitalisme et construire le socialisme !

Vicken

UNE SIGNATURE SCANDALEUSE DE LA PART DU PREMIER DIRIGEANT DE LA CGT

Le 14 octobre 2020, le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez signait, aux côtés des 4 directions syndicales réformistes CFDT – FO – CFE – CFTC, une lettre adressée au Premier ministre pour demander entre autre *« une réunion rapide sur l'évaluation des conséquences des ordonnances travail afin de rétablir les droits de représentation collective des salariés à la hauteur des enjeux actuels » .*

Quand on sait le rôle scélérat que joue Laurent Berger, traître à la classe ouvrière, plus prompt à signer avec le patronat et le gouvernement qu'à défendre les revendications des travailleurs, nous condamnons fermement la démarche de P. Martinez qui a agi de son propre chef sans mandat des militants de la CGT.

Par cela même, il continue à pratiquer un syndicalisme d'accompagnement sous l'égide de la CFDT, contraire aux orientations d'un syndicalisme de lutte de classe, encore partagées dans des bases de la CGT qui mènent un combat quotidien contre les oppressions patronales de toute sorte.

Soulignons que l'avant-garde de la CGT, dont la conscience de classe est la plus avancée, est appelée à rejoindre notre Parti.



MND

TEMPÊTES ET RAZ DE MARÉE DE LICENCIEMENTS

La déferlante des plans dit sociaux n'en finit plus de plonger dans l'angoisse du lendemain, dans le chômage et la précarité, des masses de plus en plus grandes de femmes et d'hommes ainsi que leurs familles. Ce qui n'empêche nullement les capitalistes de bomber le torse avec leurs fortunes.

Le Capital, grâce à Macron, profite, avec un machiavélisme consommé, de la crise du Covid-19 à des fins totalitaires ; en effet, l'État lui permet de piocher avidement dans l'argent public pour socialiser les pertes des capitalistes, et de réduire les droits démocratiques du peuple-travailleur. Le premier exemple de ce processus cynique est celui de **Renault,** qui a élaboré un "plan social" liquidant dans le monde 15000 emplois dont 4600 en France pour faire soi-disant 2,15 milliards d'économies ; économies réalisées sur le dos des seuls travailleurs, alors que par la bénédiction du Covid-19, il a reçu quelque 5 milliards d'argent public, argent qui aurait été infiniment plus bénéfique à l'Hôpital public en plein naufrage et à la recherche médicale !

Autre exemple : **Essilor** (optiques) va concentrer ses activités précédemment situées à Vaulx-en-Velin, à Antony, au Mans et à Châlons-en-Champagne dans le Grand-Paris, avec une fois encore l'obligation soit de suivre, avec des aides, soit le licenciement. Selon la CGT, seuls **5%** des effectifs suivraient !
Bridgestone, géant du pneumatique japonais, va fermer son usine de Béthune, alors que le gouvernement prétendait la sauver par la magie d'une « contre-expertise » ! Ne soyons pas dupes : comment le gouvernement peut-il imposer à un monopole qu'il revienne sur une décision quelle qu'elle soit ? Quel sera le devenir des 863 salariés de l'usine si ceux-ci n'engagent pas la lutte afin de se saisir de l'outil de production ? Les ministres de Macron, en parfaits hypocrites, nous avaient déjà joué le chant des pleureuses lors du démantèlement de G.E La fin de l'histoire, c'est que les salariés seront licenciés et que le gouvernement et les ministres Pannier-Runacher et Le Maire n'ont rien fait d'autre que de jouer que les matamores devant la puissance des intérêts du monopole nippon !

Les travailleurs de **Total,** premier monopole mondial français, étaient en grève bloquante contre la fermeture (sous prétexte de « reconversion verte ») de la raffinerie de Grandpuits, comme l'avaient été ceux de Donge. 150 salariés sont menacés de chômage sans parler des emplois indirects se chiffrant selon la CGT à 700.

General Electric (ex Alstom), après le plan de l'an dernier de 1044 suppressions d'emplois, récidive par la suppression de 753 emplois sur six sites à travers le pays.

Mulliez (Auchan), multi-milliardaire propriétaire de **Top Office,** qui produit des meubles et des fournitures de bureaux, va fermer six sites supprimant par la même occasion 105 postes. Par ailleurs, ce même Auchan va supprimer 1475 emplois tout en réembauchant 377 précaires…



Latécoère (Toulouse), prévoit, à travers un plan social (sic !), de liquider 475 emplois, soit un tiers des effectifs, avec l'effet boule de neige qui va s'ensuivre, sans parler des emplois de Airbus et de ses sous-traitants Daher, Expleo, Derichebourg, Scallian, Altran, Figeac Aero... et l'on estime à 4500 emplois qui seront supprimés sur le toulousain.

Sodexo comme Élior ont annoncé des plans de licenciements massifs, le premier comptant 2083 postes, le second 1888. Sodexo, détenu à 42% par Bellon, a racheté FoodChéri (concurrençant Frichti et Deliveroo, de sinistre réputation, et dont les travailleurs sans-papiers avaient engagé une âpre lutte gagnante en mai dernier), Élior par un fond d'investissement ; ces deux géants de la restauration collective fournissent les hôpitaux et Ehpad et ont investi dans le portage de repas aux personnes âgées. Ajoutons Printemps (Celio, La Halle, André, Naf-Naf, Camaïeu, Top-Office, etc. du milliardaire Pinault), dont 450 emplois dans des magasins à Paris, le Havre, Strasbourg et Metz, et Citadium : deux magasins à Paris et un à Toulon.

Que dire de **GFT** Bordeaux, **Luxfer** à Gerzat (63), **Hop**, **Camaïeu** (59),Siemens Energy du Havre, BorgWarner d'Eyrein (19), Jacob Delafon, JCDecaux... la liste n'en est que trop longue de ces soi-disant plans sociaux qui liquident massivement l'emploi tout en préservant les profits colossaux des capitalistes. Si les travailleurs sont très combatifs, il est à remarquer que trop souvent ils surfent sur les pentes des réformistes syndicaux et des révisionnistes. Ceux-ci affaiblissent les luttes, alors qu'aujourd'hui elles devraient être plus "radicales". La crise majeure (pas seulement celle due au Covid) du capitalisme est telle qu'il n'y a pas d'autre alternative que la lutte bloquante avec main-mise sur l'outil de production. Luttes pour faire payer au capitalisme et à lui seul sa crise. Les travailleurs ne doivent compter que sur leurs seules forces : ils doivent jeter aux orties tout « partenariat social », tout « dialogue social », qui sont des chaînes à leurs droits et intérêts de classe.

Le PCRF soutient fraternellement toutes les luttes pour les salaires, pour la sauvegarde de tous les emplois et de l'outil de production. Il appelle aussi à se réapproprier le mot d'ordre transitoire de « nationalisation sans indemnisation et contrôle ouvrier des monopoles qui cassent l'emploi » ; il travaille à ce que, de cette lutte générale contre tous les licenciements, s'ensuive la lutte contre l'État capitaliste. Ces questions de la propriété capitaliste et de l'État bourgeois sont cardinales pour le PCRF. Le système capitaliste parasitaire et pourrissant s'avère chaque jour davantage incapable de subvenir aux besoins sociaux et culturels de la population, tout en étant infiniment plus dangereux pour celle-ci comme le démontrent les mesures d'esprit totalitaire de Macron ! Seul le socialisme-communisme, de par la propriété collective des moyens de production, la planification centrale et démocratique satisfaisant les besoins de la population selon la nécessité comprise, supprimera le gaspillage, préservant l'environnement, et le chômage. Ce qui ne sera possible que par la révolution socialiste !

Michel Martin

LE TEMPS ET LES NOUVEAUX PROLÉTAIRES DU MONDE D'« APRÈS »

La naissance de l'Union Soviétique et la lutte des travailleurs durant quasiment tout le XXème siècle ont obligé la classe bourgeoise à faire d'énormes concessions. L'URSS donnait aux travailleurs la possibilité d'émancipation intellectuelle tout au long de leur vie. Par conséquent, la bourgeoisie occidentale a été forcée d'accepter de concéder la diminution du temps de travail, ce qui a apporté un peu de temps d'épanouissement personnel aux travailleurs.

En 1930, Keynes prédisait que, d'ici la fin du siècle, les technologies auraient fait suffisamment de progrès pour qu'on puisse instaurer une semaine de travail de quinze heures. Pourtant, cela ne s'est pas produit. Au contraire, la technologie a été mobilisée pour trouver des moyens pour nous faire travailler encore plus.
Aujourd'hui, dans un pays comme la France, l'exploitation et la création de la plus-value ne réside pas seulement dans la capacité de fabriquer des choses. L'épisode tragique de la pandémie de Covid-19, avec ses deux périodes de confinement, a mis sous les projecteurs l'incapacité du système capitaliste et surtout le refus de la bourgeoisie à trouver les moyens appropriés pour résoudre la crise actuelle, par laquelle s'achève comme à chaque fois le cycle industriel.
Dans ces précédentes allocutions le président Macron avait déjà déclaré que "la vie ne sera plus comme avant". Les réformes néolibérales ne sont pas seulement dictées par des impératifs économiques. La classe dirigeante est fermement déterminée à empêcher qu'une agitation politique ne se reproduise. Certes, voir chuter les indicateurs économiques l'inquiète un peu. Mais, au-delà, elle est surtout préoccupée par le transfert croissant des richesses vers les plus fortunés, ainsi que par la destruction quasi-complète de toute base organisationnelle capable de défier son pouvoir.

Nous savons que le système capitaliste est capable de transformer les ouvriers en de pures extensions des machines. Sous le capitalisme, le choix du confinement n'est qu'un mépris de plus envers les libertés élémentaires. Le capitalisme moderne entrevoit en partie sa régénération dans la création de toute une armée de nouveaux prolétaires, à la merci des plateformes numériques et régis par un modèle libéral : création de nouvelles formes de contrat de subordination avec la fin des droits conquis du salariat, de la protection sociale ou des congés payés.

Ceux qui ont goûté au télétravail connaissent bien les nouvelles règles et les contraintes. Ils se retrouvent bien souvent enfermés dans une existence faite de pauvreté émotionnelle et de solitude, en concurrence avec le reste du monde. Au même moment, nous croisons dans les rues des livreurs à vélo, majoritairement originaires d'Afrique. L'exploitation sans limite de ces travailleurs sans-papiers permet aux plateformes Internet de livraison express de baisser au maximum le coup de la main d'œuvre et de les « jeter » à leur guise, sous prétexte que ces travailleurs sont en situation irrégulière. Et il ne faut pas oublier, que derrière toutes ces applications les plus intuitives, se cachent de petites mains invisibles chargées d'entraîner des programmes.
La sophistication des applications dissimule en réalité des conditions de travail proches de celles du XIXème siècle. Avec pour différence, dans ce monde d'« après », qu'il n'y aura pas de regroupement géographique, pas d'usine à l'entrée de laquelle pourront se rencontrer les travailleurs, pas d'instance représentative ni de syndicat qui pourrait les fédérer. Ce sont des gens isolés qui passeront désormais leurs journées entières devant leurs écrans, bien souvent sous de faux comptes et de fausses identités créés à la demande de leurs employeurs.
Le capitalisme moderne est très friand de données personnelles, que nous pouvons comparer au pétrole, nécessaire à de très nombreuses production, et accordant une richesse inégalée à ceux qui à la fois les détiennent et les « raffinent » en les transformant en algorithmes, avec deux objectifs : la surveillance pour les ordres autoritaires et la captation du temps. Le forage pour le pétrole des données masque la ruée vers « l'or du temps ».
Le temps est devenu le nouveau territoire à conquérir. C'est ce temps passé devant les écrans qui est comptabilisé et monnayé pour obtenir les vrais dollars (ou de vrais euros) de la part des publicitaires.
Les géants d'Internet ont déjà occupé le temps que les travailleurs passaient dans les transports ou dans les files d'attente. Mais le modèle capitaliste impose un accroissement sans limite, et dans ce cas précis, celui du temps passé devant les écrans. Alors il a fallu à ces entreprises du numérique gagner du temps sur le temps dévolu à d'autres activités (études, vie personnelle et sociale, repos).
Marx a parfaitement démontré que la valeur économique est déterminée par le temps de travail et non par l'offre ou la demande ou la rareté. Le travail est la source de la valeur. La mesure du travail, c'est le temps. La valeur relative des produits est déterminée par le temps de travail qu'il a fallu employer pour les produire.
Dans la société capitaliste, les travailleurs ne sont pas propriétaires de leur temps ; la revendication d'avoir du « temps libre » a pour effet subtil de renforcer cette idée perverse et monstrueuse que le temps d'un salarié appartient à la personne qui l'a acheté. Il est même considéré comme du vol par les capitalistes, si les travailleurs consomment pour eux-mêmes leurs temps disponible.
Par conséquent, le monde « d'après » sera le monde de la régression sociale. C'est ce temps d'épanouissement personnel des travailleurs, qui a été si durement gagné, qui est aujourd'hui dans le viseur du capitalisme moderne, et que les barons du numérique veulent nous voler pour un plus grand profit.

Ce temps qui est celui du manque et du désir, de l'amour de l'autre, et de l'euphorie – pivot des révoltes.

JB

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE :

AUCUN DES DEUX PARTIS N'AMÉLIORERA LE SORT DES TRAVAILLEURS

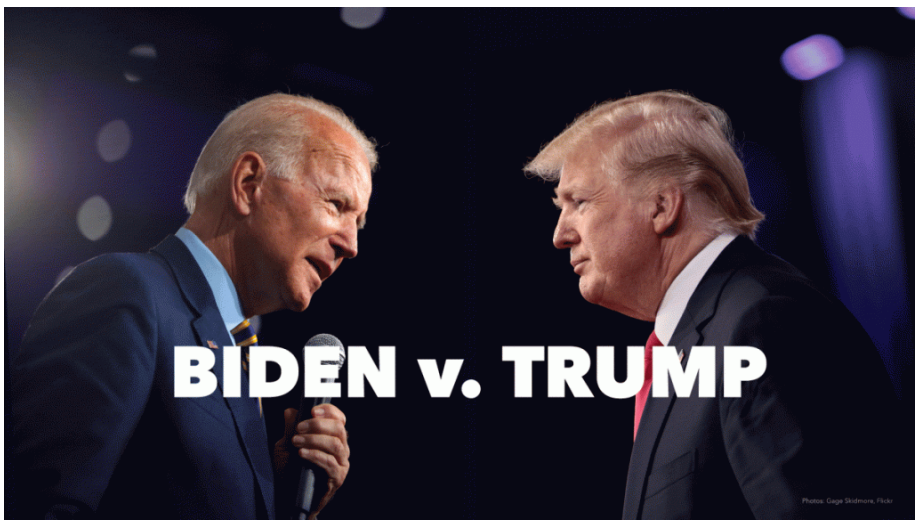
Le démocrate Joe Biden a été élu au terme de l'élection présidentielle américaine. Le président sortant, Donald Trump et le parti républicain planifient déjà un certain nombre de contestations judiciaires avec des allégations de fraude électorale. Alors que beaucoup saluent la défaite de Trump, il est difficile de voir Biden comme une alternative à la politique du grand capital américain. Dire qu'il n'y a pas de différence pourrait paraitre excessif, mais c'est certainement une différence de degré plutôt que de nature.

Les médias bourgeois ont beaucoup insisté sur le contraste entre «Biden le rassembleur» et «la politique de division de Trump». Ce discours quelque peu nauséabond de bipartisme et de «rassemblement du pays» est un mantra centriste typique. S'il a pour fonction de masquer les contradictions et les divisions sociales fondamentales au profit des particularités personnelles des candidats, il révèle également un point de convergence entre les deux partis.

Il y a très peu de différence de principe entre républicains et démocrates. Les deux sont des partis de la bourgeoisie américaine et c'est le principal facteur qui les unit. Même des candidats sociaux-démocrates modérés comme Bernie Sanders ou Elizabeth Warren ont été écartés de la course, pour ne pas remettre en cause l'establishment politique confortable pour le capital américain. Les deux partis adhèrent au dogme de « l'exceptionnalisme américain » et sont coupables de soutenir et d'encourager des coups d'Etat à travers le monde, que ce soit directement ou par procuration : Afghanistan, Irak, Syrie, Libye, Venezuela, Bolivie, etc. Les conséquences désastreuses de ces interventions sont visibles aujourd'hui.

Il est évident que Trump n'est pas le personnage « anti-système » comme certains le prétendent. Il a prouvé qu'il était capable d'exploiter les fissures de la société américaine en faisant appel à la xénophobie, au racisme ou à l'égoïsme étroit petit-bourgeois. En ce qui concerne les démocrates, le blâme est toujours mis sur l'étranger qui bouleverse une certaine unité mythique à restaurer. Si ce n'est pas la Russie, c'est la Chine et si cela ne fonctionne pas, on n'hésite pas à recourir aux théories du complot, avec des allégations d'ingérence du Kremlin ou de Pékin dans les élections américaines.

Le système électoral américain suppose que les citoyens votent pour les électeurs qui, à leur tour, voteront pour le futur président. Il y a 538 électeurs au total, et ils sont répartis par États. Si la majorité des électeurs de l'État votent pour un candidat, tous les autres doivent également soutenir le gagnant.
Il existe de nombreuses opinions sur la question de savoir si un tel système est plus démocratique que les élections directes. Néanmoins, la question de l'importance de la victoire électorale dans les «élections démocratiques» a été



mieux décrite par Lénine dans son ouvrage «*L'État et la révolution*» : « *La république démocratique est la meilleure forme politique possible du capitalisme ; aussi bien le Capital, après s'en être emparé (par l'entremise des Paltchinski, Tchernov, Tsérételli et Cie), assoit son pouvoir si solidement, si sûrement, que celui-ci ne peut être ébranlé par aucun changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la république démocratique bourgeoise. Il faut noter encore qu'Engels est tout à fait catégorique lorsqu'il qualifie le suffrage universel d'instrument de domination de la bourgeoisie. Le suffrage universel, dit-il, tenant manifestement compte de la longue expérience de la social-démocratie allemande, est : "... l'indice qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière. Il ne peut être rien de plus, il ne sera jamais rien de plus dans l'État actuel."* ».

Ces mots étaient pertinents à l'époque de Marx et Engels, à l'époque de Lénine et aujourd'hui. Telle est l'essence des élections bourgeoises, puisqu'elles ne représentent sous aucune forme les intérêts du peuple, mais créent seulement l'illusion d'une participation citoyenne à la politique.

Les démocrates et les républicains sont des représentants de la bourgeoisie monopoliste et de l'impérialisme. Aucun des deux partis n'est un ami de la classe ouvrière ou du mouvement ouvrier, quel que soit le candidat ou l'aile qui les représente. Aucun des deux partis ne s'attaquera efficacement à la crise climatique. Aucun des deux partis n'améliorera sensiblement le sort des travailleurs américains. Tous les deux serviront toujours le grand capital.

Taras

DU CÔTÉ DE L'AMÉRIQUE DU SUD..

Bolivie : Victoire du Mouvement au Socialisme (MAS) aux élections présidentielles

Le 19 octobre 2020, les résultats des élections présidentielles en Bolivie donnaient vainqueur Luis Arce, le candidat du MAS (Mouvement au Socialisme, parti d'Evo Morales), dès le premier tour avec 55% des voix. Les élections étaient marquées par un coup d'Etat fasciste résultant des émeutes d'octobre-novembre 2019.
Ces protestations étaient la suite d'accusations de secteurs de la droite et de l'impérialisme atlantique de fraude électorale lors des élections du 20 octobre 2019, gagnées par Evo Morales et le MAS également dès le premier tour. Ces accusations étaient soutenues par un rapport de l'Organisation des États Américains, fer de lance du Département d'État étasunien en Amérique Latine, qui se sont révélées fausses par la suite. Cependant elles ont permis une mobilisation de larges secteurs de la bourgeoisie financière, des propriétaires fonciers et de l'aristocratie ouvrière urbaine boliviens contre le gouvernement de Morales. Organisés entre autres dans les Comités Civiques (de Santa Cruz ou du Potosí), véritables organisations paramilitaires patronales d'obédience fondamentaliste chrétienne, soutenus par l'armée et représentés dans les institutions par les partis de droite, ils ont profité de la confusion et du désordre dans les organisations populaires pour imposer Jeanine Áñez, alors 2ème vice-présidente du Sénat, à la présidence de la Bolivie suite à la démission de Morales. Le coup d'État survenait en outre dans la foulée de fortes mobilisations des Comités Civiques entamées le 7 octobre 2019, et notamment celui du Potosí - région où se situe le fameux salar d'Uyuni, où se trouve la plus large réserve mondiale de lithium - contre deux accords d'exploitation des réserves de lithium sous forme d'entreprises mixtes entre l'État bolivien et ACISA (allemande) et le groupe Xinjiang TBEA (chinoise). Ces accords se plaçaient dans la ligne du MAS de création d'une filière d'extraction et de transformation du lithium en produits finis sur le territoire bolivien et exigeait la propriété par l'État d'au moins 51% des participations avec des entreprises étrangères.
Un an jour par jour après le coup d'État de 2019, la Bolivie a pu tenir, dans un calme relatif, les élections repoussées deux fois par le gouvernement par intérim. Alors que les partis d'opposition et même l'OEA ont accepté les résultats des élections du 19 octobre dernier, les Comités Civiques ont crié à la fraude lors des élections et exigé l'annulation du résultat. Leurs mobilisations et grèves entamées début novembre contre le nouveau gouvernement qualifié de « communiste » sont toujours en cours au moment où nous écrivons ces lignes.
Beaucoup de choses restent à éclaircir également du côté du nouveau gouvernement : assurera-t-il la continuité des politiques de Morales, consistant à créer une filière extractive-transformative du lithium bolivien ? Quels segments du capital impérialiste étranger seront favorisés dans sa gestion (sachant que les deux grands accords, avant le coup d'État, étaient passés avec des conglomérats allemands et chinois) ? Ces questionnements concernant la rupture avec les politiques de Morales sont d'autant plus légitimes qu'Arce a formellement exclu Morales de tout rapport, quel qu'il soit, avec le nouvel exécutif. Il a également déclaré : « *Il faut mener une politique d'austérité, il n'y a pas de choix lorsqu'il n'y a pas de création de revenus suffisants pour couvrir les dépenses* », faisant sien un des dogmes de la rigueur néolibérale dont le capitalisme se sert lorsqu'il lui convient pour garantir ses profits. Enfin, l'exemple du gouvernement de Moreno en Équateur, qui, appartenant au même parti que son prédécesseur Correa, s'est finalement révélé son exact opposé, n'apaise pas les inquiétudes concernant l'instrumentalisation par le capital d'anciens représentants des secteurs démocratiques en Amérique Latine, à travers d'obscurs accords en coulisses. Les acquis démocratiques restent donc menacés par le fascisme et l'impérialisme de tous bords. Ce qui appelle au développement du mouvement populaire qui n'a jamais lâché la lutte malgré une terrible répression qui a fait plusieurs dizaines de morts fin 2019.

Chili : La Constitution de Pinochet sera abrogée

Au Chili, le large mouvement populaire connu sous le nom de "estallido" (explosion), qui a eu lieu en octobre-novembre 2019 autour d'une augmentation des prix du transport à Santiago, avait contraint le gouvernement à un référendum constitutionnel organisé le 25 octobre dernier. En jeu, ni plus ni moins que l'abrogation de la Constitution de 1980, rédigée sous l'abominable dictature d'Augusto Pinochet. Le "oui" l'a emporté largement avec 78% des voix.
L'option de la rédaction d'une nouvelle constitution est une arme à double tranchant, étant soutenue tant par des partis ouvertement réactionnaires et à la solde du capital monopoliste que par des partis et mouvements issus du peuple laborieux.

Suite Page 9

DU CÔTÉ DE L'AMÉRIQUE DU SUD.. SUITE

Toutefois, le mouvement populaire, qui a contraint le gouvernement à la tenue du référendum et la victoire du "oui", a démontré au peuple laborieux chilien la puissance de ses mobilisations. Ces victoires permettent aux organisations populaires de mesurer leur force face aux institutions de l'État capitaliste chilien, et de développer des campagnes qui mettent en avant les intérêts de la classe ouvrière et des secteurs populaires, à l'instar de l'Union Patriotique (UPA). Le 11 avril 2021 se tiendront les élections à l'Assemblée Constituante, nous ne manquerons pas de suivre l'affaire.

Venezuela : Des élections législatives lourdes d'enjeux de classe

Le 3 novembre 2020 marquait le début de la campagne électorale pour les élections à l'Assemblée Nationale vénézuélienne, qui se tiendront le 6 décembre prochain. Rappelons que cette institution, à la majorité d'opposition de droite, est depuis 2017 en situation de rébellion suite à de fortes tensions entre le gouvernement et le pouvoir législatif, tranchées par le constat, par le Tribunal Supérieur de Justice, d'agissements anticonstitutionnels de cette Assemblée. Le refus de l'Assemblée Nationale de reconnaître le gouvernement avait poussé celui-ci à lui contester ses pouvoirs, les transférant à l'Assemblée Nationale Constituante (ANC) plénipotentiaire en 2018. L'ANC, toujours en exercice, est composée exclusivement de députés du Grand Pôle Patriotique Simón Bolivar (coalition du PSUV avec le PCV et l'ensemble des partis qui soutenaient alors le gouvernement), suite à un boycott actif de l'opposition lors des élections de 2018.

Les élections du 6 décembre 2020 sont donc censées faire le ménage et ramener la normalité dans les institutions de la République bolivarienne. Cependant, comme on le sait, le jeu parlementaire et la distribution du pouvoir dans les institutions de l'État bourgeois reflètent la cristallisation des rapports de forces entre les classes et dans leur sein. Plutôt que de se laisser porter par l'idéologie capitaliste sur la souveraineté populaire, le suffrage universel et la séparation des pouvoirs, il faut chercher, dans l'évolution des positions politiques de chacun, l'évolution des rapports de force entre les classes elles mêmes. Et il se trouve qu'au Venezuela, les élections législatives arrivent dans un contexte de rapide évolution de ce rapport de forces.

Au blocus commercial infligé au pays par l'impérialisme atlantique et notamment par l'US Navy, s'ajoutent la saisie des actifs nord-américains de PDVSA (compagnie pétrolière appartenant à l'État vénézuélien) par le gouvernement états-unien et la chute de la demande mondiale de pétrole ; tout cela crée les conditions d'une forte crise économique dans le pays. Le Parti Communiste et les secteurs révolutionnaires demandent depuis longtemps de répondre à la pénurie et à la crise industrielle-agraire par un approfondissement du processus révolutionnaire vers des rapports économiques socialistes qui permettraient d'investir les maigres revenus du pétrole dans une structure productive permettant de mettre fin à la misère. Cependant, le gouvernement vénézuélien, fidèle à sa composition de classe majoritairement petite-bourgeoise, a choisi d'opérer un tournant à droite en cédant aux pressions des monopoles importateurs et financiers et des propriétaires fonciers pour démonter des acquis fondamentaux du processus bolivarien. La production du pétrole vénézuélien ayant chuté virtuellement à zéro, la sous-exploitation a coupé les ressources de l'État. Sa réaction s'est nettement orientée d'un côté vers l'approfondissement des rapports commerciaux et diplomatiques avec ses partenaires non atlantiques et notamment la Chine, la Russie et l'Iran, sous leur vieille configuration rentière. De l'autre, elle est marquée par l'austérité : les industries d'État, notamment dans l'agro-alimentaire ferment ou réduisent leurs productions l'une après l'autre, générant des licenciements de masse dans le secteur public et dans le secteur privé qui en dépend. Les actifs productifs de PDVSA, grand fleuron industriel, à l'arrêt ou non entretenus par manque de fonds, se dégradent à marche forcée. Autres effets de la crise capitaliste : la dégradation des salaires, l'accès aux denrées essentielles, l'inflation, la dollarisation, etc. ; ces dégradations ont multiplié les conflits avec les travailleurs et travailleuses organisés, révoltés contre la perte de leurs emplois et salaires, dont les éléments les plus avancés demandent la réactivation des outils productifs sous contrôle ouvrier pour faire face à la pénurie.



Entre temps, une loi « anti-blocus » a été promulguée qui donne au gouvernement tous les pouvoirs pour mettre en place des mesures qu'il considère opportunes pour faire face au blocus. Aussi, cette loi prévoit de stimuler l'expansion du capital privé dans l'économie vénézuélienne, en laissant par exemple la voie libre au gouvernement pour modifier unilatéralement les régimes des entreprises mixtes ou publiques et en prévoyant des privatisations d'actifs selon le besoin de leur « incorporation urgente dans le processus productif ».

Ce virage à droite dans l'économie a sa correspondance dans la sphère politique. Finie l'époque où les partisans de la stratégie putschiste et militaire l'emportaient haut la main au sein de l'opposition de droite. Le temps est à l'accompagnement, par l'opposition, du virage à droite du président Maduro. Fin août, 110 prisonniers impliqués dans la tentative de coup d'État du 30 avril 2019, ont été amnistiés par Nicolás Maduro après des négociations entre des membres du gouvernement et l'ancien candidat présidentiel Henrique Capriles. Négociations par ailleurs arbitrées par le chancelier turc Mevlüt Çavusoglu, "encouragé" selon lui de le faire par l'Union Européenne. Cet accord enclenchait le nouveau statu quo marqué par une normalisation des rapports entre l'opposition et le gouvernement. Au point que Capriles, érigé en meneur de cette nouvelle stratégie, tend la main à sa droite en refusant, sous prétexte de risque sanitaire, de participer aux élections 2020, et à sa gauche en exigeant la fin du blocus nord-américain. Le gouvernement, de son côté, ne cherche pas l'alliance et la promotion du mouvement ouvrier et paysan révolutionnaire comme issue à la crise. Au contraire, tout en réprimant les oppositions ouvrières et populaires qui surgissent ici et là, il théorise publiquement, dans ce contexte d'alliance avec la droite, l'existence d'une « bourgeoisie révolutionnaire », patriotique, opposée au blocus et fidèle à la constitution en place. Divagation qui servira à justifier l'incorporation de plus en plus généralisée du capital privé dans l'économie et de ses représentants dans les institutions de la République, au détriment de la classe ouvrière et le peuple travailleur.

Pour la première fois depuis la création du Grand Pôle Patriotique Simón Bolívar (2011), le PSUV n'aura pas rassemblé les partisans révolutionnaires dans sa coalition. Dans ce contexte bouleversé, le Parti Communiste du Venezuela a été à l'origine de l'impulsion de l'Alternative Populaire Révolutionnaire (APR), coalition des partis, syndicats et mouvements populaires qui exigent un approfondissement du processus révolutionnaire comme issue à la crise capitaliste. L'opposition révolutionnaire au gouvernement s'est développée, depuis le début du blocus et la chute des revenus du pétrole, parallèlement au virage austéritaire pris par le gouvernement, responsable de la dégradation des industries d'État. Elle a pris une nouvelle ampleur ces derniers mois, qui ont vu la droitisation du gouvernement s'accélérer et la répression frapper le mouvement ouvrier opposé à la dégradation des industries. Cette opposition doit cependant sauvegarder la nécessaire unité politique et populaire pour faire face à la menace d'intervention militaire impérialiste qui, loin d'être un simple épouvantail, est une carte toujours envisagée par le capital monopoliste.

L'APR aura donc la responsabilité, sous la direction du Parti Communiste, d'organiser la réponse révolutionnaire sur la base d'une lutte anti-impérialiste inséparable de la lutte contre le capital monopoliste. Le blocus est l'engrais d'une crise dont les rapports économiques capitalistes sont le terreau et les racines. Le gouvernement, de toute évidence, ne dénonce que le blocus, désormais avec le soutien d'une partie croissante de l'opposition de droite, et il est inquiétant qu'au lieu de dénoncer les visées de cette droite-là, il cherche au contraire à les approfondir.

Les élections du 6 décembre 2020 serviront au mouvement révolutionnaire pour se démarquer des secteurs défaitistes du PSUV et du gouvernement qui vendent les acquis du processus bolivarien au plus offrant. Nous souhaitons la meilleure des réussites à nos camarades du Parti Communiste Vénézuélien et de l'APR, le 6 décembre et au-delà, dans la construction du mouvement révolutionnaire qui devra faire face à l'agression impérialiste et au capital monopoliste de leur pays.

Miguel

THOMAS SANKARA, INOUBLIABLE DIRIGEANT MARXISTE BURKINABÉ

Cela fait 33 ans que Thomas SANKARA, né le 21 décembre 1949 à Yako en Haute-Volta (devenu Burkina-Faso) est mort assassiné à 37 ans le 15 octobre 1987 à Ouagadougou.

Il est l'un des leaders africains qui a le plus marqué ces dernières décennies. D'influence marxiste, lorsqu'il prend le pouvoir le 4 août 1983, à 33 ans en compagnie de son ami Blaise Compaoré, il exerce un pouvoir populaire et une démocratie directe.

Pendant ses 4 années de pouvoir, des actions se multiplient à travers ce pays, l'un des plus pauvres du monde, au travers de CDR (Comités de Défense de la Révolution) pour éradiquer les nombreux fléaux. Le taux de mortalité infantile est alors de 180 pour 1000, l'espérance de vie s'arrête à 40 ans, le taux d'analphabétisme se monte à 98 %. Il impose des mesures radicales pour lutter contre ces fléaux : l'alphabétisation atteint 24% de la population, des opérations de vaccination « commandos » permettent en quelques semaines de vacciner 2,5 millions d'enfants contre la méningite, la fièvre jaune et la rougeole (il reçoit même les compliments de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Des succès dans de nombreux domaines comme la défense de l'environnement, l'émancipation des femmes, l'autosuffisance alimentaire, la réduction du train de vie de l'État ou la lutte contre la corruption, voient le jour.

Puis des divergences apparaissent entre le Président Sankara et Blaise Compaoré sur la politique à mener pour gouverner le pays. Ce dernier va lui succéder pendant 27 ans après son assassinat, dont il est le principal suspect. Se forment alors deux clans créant une atmosphère malsaine mettant à bas l'expérience révolutionnaire qui avait rendu leur fierté et leur dignité aux Burkinabés. Cela fait disparaître le formidable espoir que cette période avait suscitée dans un Burkina-Faso tout entier mobilisé avec l'idée d'une grande nation orientée vers le socialisme et rayonnant sur l'ensemble du continent africain.

Depuis 23 ans, la CIJS (Campagne Internationale Justice pour Sankara), avec un collectif d'avocats, lutte contre l'impunité dans cette affaire,



et a enfin obtenu une ordonnance de renvoi permettant la tenue prochaine d'un procès équitable en vue de la manifestation de la vérité sur les circonstances dans lesquelles se sont déroulés les événements tragiques du 15 Octobre 1987.

Notons cependant qu'après 33 ans d'impunité, et l'arrivée du dossier passant en jugement, l'État français freine la procédure en ne donnant pas toutes les archives...

MND

LA TURQUIE, ÉTAT IMPÉRIALISTE



Depuis maintenant quelques mois, la Turquie fait couler beaucoup d'encre. En tant que puissance impérialiste, elle a intensifié le bras de fer qui l'oppose à la Grèce depuis les années 1970 par rapport à sa souveraineté en mer Egée, poussant la France à intervenir ; elle a enraciné son influence en Libye de l'Ouest en fournissant une aide militaire massive au gouvernement de Tripoli ; elle a réitéré son soutien logistique et militaire inconditionnel à l'Azerbaïdjan dans la seconde guerre du Haut-Karabakh, envoyant entre autres des djihadistes syriens pour combattre la république du Haut-Karabagh ; le président turc Recep Tayyip Erdogan a scandalisé le monde occidental suite à la reconversion de la très millénaire Sainte-Sophie, auparavant un musée depuis 1934, en mosquée par le décret du 10 juillet 2020 ; ce même Recep Tayyip Erdogan a, pour finir, insulté copieusement Emmanuel Macron et appelé au boycott des produits français suite aux interventions de ce dernier par rapport au meurtre de Samuel Paty et aux caricatures de Charlie Hebdo.

Les médias dominants font passer ces affaires pour des preuves d'un inévitable conflit de civilisations, en qualifiant le régime turc de « néo-ottoman » voire d' « islamiste », et en allant jusqu'à comparer Recep Tayyip Erdogan avec Adolf Hitler. Mais au-delà de ce déferlement de réactions parfois impulsives, il importe d'appréhender correctement les enjeux et les objectifs poursuivis par la Turquie et de porter une analyse objective et rationnelle sur ce pays.

Tout d'abord, il faut remarquer que la Turquie met en avant ses intérêts économiques dans toutes les zones sur lesquelles elle lorgne. Concernant son contentieux l'opposant à la Grèce, c'est à l'aide de la nouvelle technologie de forage en eau profonde ou très profonde que d'importants gisements d'hydrocarbures en Mer Egée ont été découverts depuis 2009 ; cette région a donc commencé à acquérir un caractère stratégique encore plus important, et les tensions se sont en conséquence accentuées. Selon un consultant du cabinet Wodd Mackenzie, cet eldorado contient l'équivalent de 45 ans de consommation en France. L'envoi par Ankara de plusieurs navires de recherche sismique, de forage et de navires militaires dans cette zone, au cours de l'été 2020, a suscité la colère d'Athènes et de l'Union européenne. Cette dernière a déclaré que cela « *accroît regrettablement les tensions et l'insécurité.* » La France a donc renforcé sa présence militaire dans cette zone. Malgré ces mises en garde, la Turquie entend poursuivre ses recherches coûte que coûte.

La Turquie est aussi très présente en Asie centrale et en Azerbaïdjan. Selon une étude du ministère français des finances d'avril 2019, « *la Turquie est le partenaire commercial principal du Turkménistan* » avec 795 milliards de dollars d'échanges en 2018. Elle est aussi un partenaire économique important pour le Kazakhstan. L'Ouzbékistan est un important partenaire potentiel pour les investisseurs turcs « *notamment du fait de ses ressources naturelles majeures, de son industrie textile et de son secteur immobilier solide.* » Concernant l'Azerbaïdjan, la Turquie est son premier fournisseur avec 18,1% sur 10,78 milliards de dollars d'importations en 2011, le principal investisseur avec 1266 compagnies turques fonctionnant dans le pays, ainsi que le principal client gazier avec la conclusion d'un accord en 2001 entre les deux pays. Ces relations se sont intensifiées depuis ces dernières années. Cette politique de la Turquie se retrouve confortée par la mise en service d'un train de marchandises, long de 940 mètres et constitué de 82 conteneurs exportant divers produits vers l'Azerbaïdjan et l'Asie centrale, sur la ligne Bakou-Tbilissi-Kars.

En soutien à ses interêts économiques, la Turquie s'appuie sur ses leviers diplomatiques, commerciaux et culturels, avec la constitution de systèmes d'alliance et d'influence tels que l'organisation « *Turkic Business Council* », qui réunit des pays turcophones autour de divers projets de nature économique (infrastructures, transports, construction, énergies, etc.) ; ou « *l'Agence Turque de Coopération et de Coordination* », « *créée pour fournir une assistance technique* » aux républiques d'Asie centrale ; ou encore « *l'Organisation internationale pour la culture turque* » chargée de « *protéger la culture, l'art, la langue et le patrimoine historiques turcs* »…

La Turquie actuelle est donc un pays impérialiste, au même titre que la France, la Grande-Bretagne, les États -Unis d'Amérique, la Russie et la Chine, car pour les intérêts stratégiques de son oligarchie financière, elle exporte des capitaux et des marchandises, forme des unions internationales monopolistes, participe militairement au redécoupage des frontières et est en concurrence avec d'autres puissances impérialistes.

C'est pourquoi, comme en France, la Turquie est devenue le théâtre de luttes sociales toujours plus nombreuses, à cause de l'inflation galopante liée à l'écroulement de la livre turque et à la crise économique. Dans le secteur de la métallurgie, par exemple, les travailleurs en lutte pendant un mois ont arraché au patronat une augmentation de salaires et le maintien de leur assurance maladie. Evoquons également la dure lutte menée pendant 10 mois, dans l'usine cosmétique de Gebze appartenant à Flormar, propriété du groupe français Yves Rocher, contre les dizaines de licenciements pour syndicalisation... Rappelons en effet que la répression syndicale est féroce, en Turquie, et fait l'objet d'un important combat par les travailleurs. Enfin, comme dans les autres pays capitalistes, la pandémie de Covid 19 et ses conséquences accentuent la crise générale du système économique en Turquie.

On voit que, contrairement aux affirmations des médias dominants, la Turquie et la France partagent des points communs qui tirent tous leur origine du mode de production capitaliste dans sa phase impérialiste.

Comme la France, la Turquie fait chaque jour la démonstration de l'obsolescence et du pourrissement continu de ce mode de production, détruisant les écosystèmes, entraînant un regain pour l'obscurantisme et les idées rétrogrades, cassant les services publics, les conquêtes sociales et démocratiques des travailleurs, et accentuant l'exploitation, la paupérisation et l'aliénation de ces derniers.

Comme avec la France, le danger de guerre est accentué par le fait que le capital turc cherche à conquérir de nouvelles ressources naturelles et de nouveaux marchés. Cela explique sa politique agressive en Libye, en Syrie, en Mer Egée et contre les Kurdes.

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF) exprime son soutien fraternel auprès des travailleurs de Turquie dans leurs luttes contre le capitalisme-impérialisme ; nous réaffirmons notre solidarité internationaliste au TKP (Parti communiste de Turquie), notre parti frère qui oeuvre quotidiennement à la conscientisation des masses travailleuses et à la préparation des conditions subjectives pour la révolution socialiste en Turquie.

Vicken

LE 75ÈME ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DU PARTI DU TRAVAIL DE CORÉE

COMMUNIQUÉ DU PCRF – AUTOMNE 2020 -

Le 10 octobre dernier, la République Populaire Démocratique de Corée (RPDC) a célébré le 75ème anniversaire de la fondation du Parti du Travail de Corée.

Le Parti du Travail de Corée est née en 1945 de la fusion du Parti Communiste de Corée et du Nouveau Parti populaire de Corée comme un parti révolutionnaire de la classe ouvrière, un parti des masses laborieuses qui a été fondé sur la lutte contre l'occupation japonaise et contre l'impérialisme.

Ces 75 années ont été marquées par un combat quotidien pour la construction du socialisme dans des conditions très difficiles de la situation coréenne, de contre-révolution mondiale (fin de l'URSS et des démocraties populaires) et aujourd'hui d'un blocus qui sanctionne même l'importation d'un simple clou ! Cela n'a pas empêché le peuple de la RPDC de construire un Hôpital en pleine crise sanitaire ou de garder son système de santé totalement gratuit depuis 1951 et que les troupes américaines et impérialistes dont la France avaient détruit tous les hôpitaux de la Corée sous des déluges de bombes plus important que ceux envoyés sur l'Europe pendant toute la seconde guerre mondiale. Le Parti du Travail de Corée a été confronté à des problèmes très nombreux mais a toujours essayé d'ajuster son programme aux difficultés que le peuple coréen devait franchir dans un constant souci de préservation de la souveraineté du pays.

Lors de cet anniversaire la RPDC déclare encore qu'elle n'utilisera jamais l'arme nucléaire en premier car elle a fait le choix de détention de l'arme de dissuasion uniquement dans le but de la défense, que la RPDC oeuvrera toujours pour trouver des solutions de paix dans la région.

Récemment (cet été), la Corée a été frappée par 3 typhons et tout de suite la priorité a été donnée à la reconstruction et la sécurisation des maisons. Le 8ème congrès du Parti du Travail de Corée est convoqué en janvier prochain avec le but de régler l'économie du pays dans le sens d'une plus grande efficacité et d'une adaptation aux conditions actuelles de la crise économique mondiale alors que le pays avait réagi très vite en fermant toutes ses frontières (Chine, Russie etc) dès le mois de janvier.

Le PCRF exige que le gouvernement français reconnaisse la RPDC (membre de l'ONU) enfin comme un pays comme tous les autres alors que la France est la dernière en Europe avec l'Estonie à ne pas encore lui donner une existence internationale.

Le PCRF exige que les Etats Unis acceptent les demandes de signature répétées et toujours refusées d'un traité de paix et de non agression avec la RPDC alors qu'un simple armistice est en vigueur et met en danger toute la péninsule coréenne et la région. La RPDC menacée tous les ans d'envahissement par les troupes américaines a choisi la dissuasion nucléaire pour écarter le danger et garantir la paix.

La République a toujours dit qu'elle ne se servirait jamais en premier de l'arme nucléaire tandis que des centaines de têtes nucléaires sont braquées sur le pays. Ce qui est reproché à la RPDC, ce n'est pas la bombe en soi, mais le fait qu'en RPDC, il n'y a pas de capitalistes et de propriétaires fonciers !

Nous soutenons le droit de la RPDC à la souveraineté et son combat pour la paix. Nous demandons avec les forces du front de lutte pour la paix en Corée, le retrait des troupes US de Corée du sud et la fin des exercices d'envahissement de la République Populaire Démocratique de Corée.

LE PCRF EN ACTION DANS LES DÉPARTEMENTS



Le 12 septembre à Gémenos, devant l'usine SCOP-TI, à la fête de l'ANC



Le 10 octobre à St Denis, dans un meeting pour le retrait des troupes françaises d'Afrique



Le 17 octobre, lors de la Marche des Solidarités à Paris



Le 17 octobre, lors de la Marche des Solidarités à Bordeaux



Le 26 octobre à Lannemezan, pour exiger la libération de Georges Ibrahim Abdallah *:*





Le 7 novembre, à Limoux, meeting transformé (à cause du confinement) en visio-conférence, en direct sur notre chaîne TV-Rouge IC, pour le 150 ème anniversaire de la naissance de Lénine, avec la participation d'un camarade représentant du KKE :

Samedi 27 mars 2021 en Région parisienne :
Conférence nationale du PCRF pour l'adoption de son programme.
A 18h, hommage politique rendu, en présence de nombreux partis frères et d'organisations sœurs,
à Maurice Cukierman,
Secrétaire général du PCRF, décédé en juillet 2020.



RPDC ET CORÉE DU SUD : ECHANGES FRATERNELS AVEC NOS CAMARADES CORÉENS !

Les 11 et 12 octobre 2020, une délégation du PCRF, composée du secrétaire général Pierre Komorov, de la secrétaire adjointe Emmanuelle Kraemer, du secrétaire à l'international et de la secrétaire à la politique financière, a pu s'entretenir longuement d'abord avec le délégué général de la République Populaire Démocratique de Corée (RPDC - Corée du Nord), puis avec une délégation de 4 camarades du Parti pour la Démocratie et le Peuple (PDP – Corée du Sud).

Lors de ces deux rencontres, nos camarades coréens ont rendu un vibrant hommage à Maurice Cukierman, notre Secrétaire général décédé en juillet, qui s'était rendu à de nombreuses reprises en Corée (Nord et Sud) et dont le rôle important a été souligné pour son soutien internationaliste et l'apport de sa réflexion de communiste révolutionnaire.

Le camarade Délégué général de la RPDC nous a présenté la situation de son pays, considérée comme une des plus difficiles, compte tenu des sanctions de l'ONU et des 3 typhons qui ont frappé la Corée du Nord en 2020. Le 8ème Congrès du Parti du Travail, prévu en janvier, devrait permettre d'avancer encore mieux sur la voie de la construction du socialisme. Nous l'avons interrogé sur la gestion de la pandémie et sur les relations internationales (avec la Chine et la Russie notamment) ; puis notre secrétaire général a présenté un tour d'horizon de la situation politique et sociale en France , ainsi que les difficultés du mouvement communiste dans notre pays.

La discussion avec la délégation de Corée du Sud s'est ouverte, après les souvenirs liés à Maurice Cukierman, sur une présentation détaillée des conditions difficiles dans lesquelles a été fondé le PDP en 2016, sur fond de « Loi de Sécurité nationale » qui interdit toute constitution et expression d'un parti communiste. Nos camarades ont ensuite exposé leur analyse de la situation de leur pays, considéré par eux comme une « semi-colonie » des USA, non seulement à cause de la forte présence militaire américaine mais aussi par le verrouillage de toute la société maintenue sous le joug du contrôle des Etats-Unis.

A l'issue de chacune de nos rencontres très chaleureuses et appréciées de part et d'autre, a été soulignée la nécessité de poursuivre sur la voie de nos échanges, de notre soutien et de notre coopération mutuels, et nous avons conclu en levant le verre de l'amitié entre nos partis et nos peuples.

LÉNINE ET L'IMPÉRIALISME





Lénine est connu comme le dirigeant du Parti Bolchevik de la Russie du XXeme siècle, meilleur parti révolutionnaire dans le monde. Ce Parti a défendu et développé le marxisme contre les trahisons social-démocrates, a développé la tactique et la stratégie communistes à l'époque de l'impérialisme, a dirigé l'insurrection dans la lutte contre la guerre impérialiste, a développé le concept de Dictature du prolétariat sous la forme des Soviets.

La Révolution d'Octobre 17 a été le plus grand événement de l'histoire : pour la première fois, les exploités conquéraient le pouvoir d'Etat grâce à la révolution prolétarienne qui brisait la vieille machine d'Etat tsariste et capitaliste. Ils accédaient au pouvoir d'Etat avec l'objectif de faire cesser toute exploitation et oppression, de libérer toute l'humanité laborieuse. « *Le léninisme est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne* » (Staline). En effet, on ne peut être marxiste aujourd'hui sans être léniniste. Lénine est connu pour avoir particulièrement développé le marxisme dans son oeuvre majeure « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* ». Pourtant, particulièrement en France, où le réformisme domine le mouvement ouvrier, les sociaux démocrates, révisionnistes et opportunistes de tous acabits déforment cette découverte scientifique aux enjeux politiques considérables pour les communistes.

Qu'est-ce que donc l'impérialisme ?

Comme tout système économique, le capitalisme est régi par des « *lois objectives indépendantes de la volonté des hommes* » (Marx). Sous l'action des lois de concentration (accumulation et centralisation du capital, internationalisation croissante...), le capitalisme du 19ème siècle, que l'on peut appeler de libre concurrence, devient un capitalisme de monopoles au début du 20ème siècle (ce qui n'annule pas la loi de la concurrence et de l'anarchie de la production qui sévit toujours).

Ce capitalisme de monopoles, LENINE l'a donc qualifié d'IMPERIALISME. Ces traits fondamentaux sont son caractère pourrissant (ce qui ne veut pas dire qu'il s'éteint de lui même), parasitaire (très nombreux exemples concrets aujourd'hui) et le fait qu'il est le prélude à la révolution socialiste, que nous vivons à l'époque générale des révolutions prolétariennes, du passage du capitalisme-impérialisme au socialisme-communisme.

Les principaux indices économiques de l'impérialisme sont les suivants :

1°/ - la concentration du capital et de la production aboutit à la formation de monopoles transnationaux ; aujourd'hui, quelques centaines de multinationales produisent la grande majorité des marchandises et services. Ces monopoles, encore à base nationale sur fond de mixité internationale, jouent un rôle économique décisif. Les grands monopoles se subordonnent leur Etat « national » et dictent les mesures économiques, sociales, politiques des pays dominés mais aussi dominants.

2°/ - la fusion du capital bancaire avec le capital industriel forme le capital financier, une oligarchie financière forme alors la couche dirigeante de la dictature du capital. Contrairement aux nouveaux apôtres de Proudhon, qu'ils se nomment Mélenchon, Roussel ou autrement, on ne peut donc séparer un bon capitalisme industriel et productif, d'un mauvais capitalisme de la Finance, c'est le même !

3°/ - l'exportation des capitaux prend le pas sur l'exportation des marchandises.

4°/ - la formation d'unions monopolistes internationales notamment sous forme de Cartels d'Etats et de monopoles à vocation continentale. Les cartels d'Etats impérialistes comme l'Union Européenne sont constitués d'Etats qui travaillent à défendre les intérêts de leurs propres monopoles, dont les accumulations de capital ont une base nationale (celle de leur pays). Les Unions n'infirment pas la loi objective de développement inégal des économies capitalistes. Oublier cette loi peut amener à des erreurs de politiques et d'analyses. Les Unions permettent que les pays s'entendent sur les conditions du développement mutuellement avantageux de tels ou tels monopoles et sur la lutte commune coordonnée contre les organisations du mouvement ouvrier. Mais elles n'annulent pas les rivalités entre pays capitalistes et leurs monopoles à l'intérieur même des Cartels. Dans l'UE, l'impérialisme français est le plus belliciste en Europe (ce qu'ignorent tous les opportunistes). La France est une des plus grandes puissances impérialistes, ses monopoles sont parmi les mieux placés d'Europe dans les classements mondiaux.

5°/ - le partage du monde par une poignée d'Etats impérialistes, sur fond de rivalités économiques, de luttes concurrentielles, engendre un équilibre instable pouvant conduire à des guerres impérialistes y compris inter-impérialistes. Les rivalités entre grandes puissances impérialistes ont causé deux guerres mondiales (67 millions de morts), de nombreuses guerres interventionnistes et coloniales. Le capitalisme est la source objective des guerres, tant qu'existera ce mode de production, les guerres sont inévitables.

L'impérialisme aggrave toutes les contradictions internes du système capitaliste, dont la contradiction fondamentale, cause de toutes les crises du capitalisme, entre le caractère de plus en plus social de la production (des millions d'hommes et femmes toujours plus en interaction) ET l'appropriation de plus en plus privée (par une poignée d'hommes) capitaliste des richesses sociales produites.

L'impérialisme constitue un tournant réactionnaire dans tous les domaines, qui vise à assurer le profit maximum (profit de monopoles) au moyen de l'exploitation renforcée, y compris la fascisation de la démocratie bourgeoise. Réaction aussi en politique extérieure, et c'est à cela qu'est souvent réduit le mot « impérialisme » par les révisionnistes du marxisme ou par les sociaux démocrates de gauche ; donc à une simple agression militaire que l'on pourrait éviter, au lieu d'un système économique dont il faut se débarrasser. Avec la contre-révolution en URSS et la destruction du camp socialiste, ces lois capitalistes ont pu s'exercer quasiment sans entraves majeures.

L'impérialisme contemporain est donc marqué par l'extension des rapports de production capitalistes à l'ensemble du globe et a accentué certaines caractéristiques de l'impérialisme du début du 20ème siècle :

1°/ le marché financier est quasi mondialisé sur fond de luttes aiguës et de développement inégal entre places boursières, de fusions et acquisitions,

2°/ grâce aux moyens informationnels, les échanges financiers, l'exportation des capitaux sont devenus instantanés, engendrant un véritable cancer financier.

3°/ la bourse devance maintenant les banques comme principal moyen d'investissement.

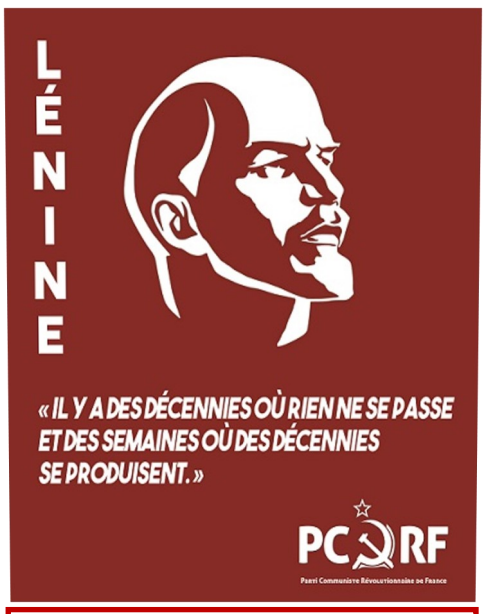
4°/ le profit maximum reste la finalité des monopoles mais sa recherche à court terme, voire immédiate, instantanée, devient la règle.

Ces données renforcent la suprématie du capital financier, son hégémonie sur l'appareil d'Etat des pays capitalistes, son contrôle toujours plus direct. Une poignée d'Etats domine le monde et se « partage », selon leur poids respectif, les organismes supranationaux : FMI, OCDE, OMC, Banque Mondiale.

5°/ L'impérialisme accentue l'internationalisation du processus de travail sous des formes modifiées. L'informatique favorise une gestion internationalisée des entreprises à partir de l'entreprise-mère (le site) et favorise l'éloignement avec le centre de production. La division du travail est poussée à l'extrême, chaque filiale réalisant une pièce d'un immense puzzle et n'a pas d'utilité sociale « en soi ».

La loi de l'inégalité de développement entre pays capitalistes constitue une loi objective et présente donc un caractère inévitable. Les pays se développent par bonds, les uns s'enrichissent au détriment des autres, des monopoles se forment. Sous l'impérialisme, il ne peut y avoir de développement harmonieux, combiné, des divers pays. Les ententes internationales (UE, etc) n'infirment pas cette loi d'inégalité de développement. Sur la chaîne mondiale de l'impérialisme apparaissent donc des « maillons faibles » (Lénine) où vont se concentrer toutes les contradictions du système impérialiste. La loi de l'inégalité de développement économique et politique des Etats est le point de départ de la théorie léniniste de la Révolution socialiste, sur la possibilité pour un pays (ou une série de pays) – le (s) maillon (s) faibles (s) - de rompre la chaîne impérialiste et de s'engager dans le socialisme-communisme au moyen de la révolution anticapitaliste. C'est ce qu'a toujours refusé le trotskisme comme Lutte Ouvrière par exemple. Aujourd'hui encore, Nathalie Arthaud de Lutte Ouvrière, n'hésite pas à expliquer jusque sur les chaines TV que la révolution en France est impossible, qu'il faut donc se contenter de lutter pour de meilleures conditions de vie. Resté sur la situation capitaliste du 19ème siècle, le trotskisme est bloqué par son dogmatisme et embrouille par la même occasion la question de la révolution mondiale nécessaire pour atteindre le communisme dans sa phase supérieure (avec la disparition de l'Etat) mais non dans la phase inférieure du communisme appelée socialisme. La vie a confirmé la validité des thèses de Lénine et de son ouvrage classique « *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* ». La victoire d'Octobre 17 a confirmé les thèses léninistes et **a prouvé que la classe ouvrière et les travailleurs pouvaient diriger contre et sans les capitalistes, grâce à la dictature (pouvoir) du prolétariat, la grande Révolution d'Octobre 1917 vit et vivra dans le coeur des peuples qui continueront à s'en inspirer pour d'autres Octobre !**

Pierre Komorov



Toutes les affiches Lénine de ce journal ainsi que d'autres sont en vente et peuvent être commandées via notre site (rubrique "Matériel - Affiches")

Le Parti et le comité de rédaction d'Intervention communiste appellent tous les lecteurs à se réabonner et à faire en plus un abonnement parmi leurs connaissances ou amis.

La santé du journal en dépend !
Nous vous en remercions par avance et nous souhaitons une bonne santé à vous aussi.

Pour nous écrire :
Les Amis d'Oulianov
B.P.40084
75862 Paris
cedex 18

Prix au numéro : 2 euros

COMMISSION PARITAIRE N°1022
P 11172 jusqu'au 31.10.2022
N° ISSN-12-59-9050
EDITE PAR LE PCRF.
Parti Communiste révolutionnaire de France
Imprimerie WAGRAM EDITIONS
37 Avenue Gabriel Péri, 95870 BEZONS

Consultez notre site
www.pcrf-ic.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT
INTERVENTION COMMUNISTE

CHÈQUE À L'ORDRE DE : « MANDATAIRE PCRF »

ENVOYER À :
AMIS D'OULIANOV
B.P 40084
75862 PARIS CEDEX 18

☐ 20€ : 1 AN
☐ 10€ : ÉTUDIANTS ET PRIVÉS D'EMPLOI
☐ 9€ : E-ABONNEMENT
☐ À PARTIR DE 30€ : SOUTIEN

NOM :
PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL :
VILLE :
MAIL :

DIRECTEUR DE PUBLICATION : Etienne Mouren
DIRECTEUR POLITIQUE Emmanuelle Kraemer
Rédacteur en chef Philippe Touchet

IC N° 161 Novembre Décembre 2020